



**A bas l'alliance "MFA-Peuple" —**

## **Classe contre classe au Portugal!**

**Armez les ouvriers!**

**Indépendance des comités de soldats!**

**Pour la construction et l'unification des conseils ouvriers!**

Depuis seize mois une situation prérévolutionnaire se développe au Portugal. Jusqu'à ces derniers temps, à chaque crise, c'est vers la gauche que l'ensemble des forces faisait une embardée:

-9 juillet 1974, démission du premier ministre de droite Palma Carlos.

-28 septembre 1974, Spínola est évincé.

-11 mars 1975, le coup d'Etat réactionnaire échoue.

-En avril 1975 les banques sont nationalisées.

-En juillet 1975 les derniers principaux trusts sont expropriés.

Les commissions ouvrières s'étendent, des comités de vigilance apparaissent, des assemblées démocratiques («consultatives») sont mises en place dans les unités militaires.

Mais les révolutions ont leur rythme propre et ce cahotement vers la gauche ne pouvait pas durer éternellement. Dès que l'on commence à toucher aux bases fondamentales du capitalisme, les réactionnaires se mobilisent, utilisant tout ce qu'ils ont sous la main: le boycott et le sabotage économique, la mobilisation de la petite bourgeoisie et des éléments obscurantistes contre les ouvriers, la conspiration militaire, les menaces



Informations Ouvrières

Les ouvriers de Lisnave occupent le chantier naval.

**Déclaration de fondation de la Ligue  
Trotskyiste de France!**

**voir page 3**

impérialistes, etc. C'est ce qui s'est passé au Portugal: les réactionnaires sont passés à l'offensive, ont appelé à d'importantes manifestations anti-communistes en juillet, mis le feu à un grand nombre de locaux du PC dans tout le pays, et enfin quand les officiers les plus droitiers ont fait des menaces ouvertes de putsch, le balancement à gauche a ralenti et a même semblé s'arrêter.

L'éviction de Gonçalves de son poste de premier ministre a marqué le début d'un nouveau et brusque tournant à droite. Il est clair que les généraux les plus anti-communistes ont occupé, pendant les manœuvres des dix derniers jours précédant la mise sur pied du sixième gouvernement, une position de force.

Au cours des négociations pour former le nouveau gouvernement le PS, une fois de plus, se mettait à l'avant-garde de ceux qui visent la "normalisation" de la domination capitaliste, en appelant à une épuration massive des éléments de gauche dans le MFA et à la dissolution de tout organe de pouvoir ouvrier, même embryonnaire. Dans une lettre qui dénombrait au président le général Costa Gomes les conditions de la participation du PS au cabinet, Soares exigeait que, le programme du nouveau gouvernement comprenne:

«D) La réaffirmation du principe que les commissions de quartier et ouvriers sont des formes de pouvoir populaire qu'il faut développer dans la mesure où elles ne prétendent pas être un «pouvoir parallèle» à l'appareil politico-administratif de l'Etat [...]

«E) La promulgation des lois punissant rigoureusement les «milices armées», lesquelles doivent être supprimées dans un mois au maximum, tout comme les «commissions de vigilance populaire» et d'autres qui ont des armes.»

— *Portugal Socialista*, le 10 septembre.

Les travailleurs portugais ne doivent pas se laisser abuser par les apparences de calme dans lequel s'est déroulée cette dernière crise. Les événements ont été trop loin au Portugal

pour qu'on puisse trouver une solution pacifique. Avec la mise sur pied des assemblées d'unités qui s'étendent apparemment dans toute l'armée, le développement des commissions ouvrières dont certaines recevraient un entraînement militaire de quelques unités de gauche de l'armée, il n'y a plus qu'une répression sanglante par les officiers supérieurs qui puisse imposer la «loi et l'ordre» capitalistes. Les intentions des officiers «modérés» sont clairement exprimées dans le «Document des 9» qui insiste sur la nécessité de combattre «l'anarchie et le populisme qui conduisent inévitablement à la dissolution catastrophique de l'état [...]». Il est également clair d'après le document et les actes de ses auteurs que leur but ne sera atteint que par «une purge radicale de l'armée, l'abolition des comités de soldats, l'élimination des assemblées «consultatives» d'unités, l'écrasement des conseils ouvriers naissant un peu partout, l'interdiction de la plupart des groupes gauchistes, et (au moins) l'enrégimentation totale des syndicats.» Les officiers réactionnaires qui détiennent le pouvoir menacent directement la vie des éléments les plus avancés du prolétariat portugais et doivent être combattus par tous les militants révolutionnaires et tous les travailleurs conscients.

### Quel programme pour la victoire?

Les plus importantes barrières à la révolution socialiste au Portugal, actuellement, sont les «directions» perfides des staliniens et des sociaux-démocrates et les illusions des masses dans le MFA. Des possibilités importantes pour les trotskystes de faire scissionner les partis réformistes et d'impulser la rupture des couches les plus conscientes de la classe ouvrière d'avec le MFA bourgeois ont surgi sous le choc de la terreur réactionnaire des deux derniers mois et du limogeage de l'aile gauche du corps des officiers.

Une politique révolutionnaire trotskyste exige la création des conseils ouvriers démocratiquement élus et révocables à tout instant, afin de mobiliser la classe ouvrière toute entière pour la défense de ses organisations. Dans certaines des sections les plus avancées du prolétariat portugais l'embryon de telles organisations existe déjà. Les ouvriers de la Lisnave ont un comité d'usine formé de délégués élus—sur une base démocratique—et révocable à tout instant. A plusieurs occasions ce dernier a montré sa capacité à mobiliser tous les ouvriers pour manifester dans la rue contre les mesures anti-ouvrières prises par le gouvernement militaire, soi-disant de gauche.

La tâche la plus urgente est l'extension de ces comités d'usines et l'unification des conseils ouvriers, conseils de soldats, groupes d'autodéfense, en un soviet national représentatif démocratiquement élu, dont la tâche première serait l'écrasement des forces réactionnaires.

La lutte pour les soviets est inséparable de la lutte pour briser les illusions qu'ont les ouvriers dans le MFA et dans les officiers soi-disant progressistes, comme Gonçalves par exemple. Malgré sa rhétorique socialiste et ses discours creux contre le capitalisme, c'est tout le corps des officiers et de l'armée bourgeoise que représente le MFA.

suite page 12

édition française

**SPARTACIST** 

(Fourth Internationalist)

Edité sous la direction du Secrétariat Intérimaire de la tendance spartaciste internationale, selon les termes de la Déclaration pour organiser une tendance trotskyste internationale.

une revue du

**MARXISME REVOLUTIONNAIRE**

Comité de rédaction: L. Gordon  
J. Sharpe  
J. Lesueur

J. Wilson pour la réalisation

Spartacist Publishing Co.  
Box 1377, GPO, New York, N.Y. 10001, USA

numéro 10



octobre 1975

# Déclaration de fondation de la Ligue Trotskyste de France

Nous proclamons la constitution de la Ligue Trotskyste de France (LTF), section sympathisante de la tendance spartaciste internationale (TSI). Le travail propagandiste des militants français de la TSI dans les deux dernières années a permis une croissance de ce groupe. La fusion de la Fraction Bolchévique-Léniniste pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale (FB-L)—exclue de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR)—avec la TSI permet un saut qualitatif et l'heure a sonné pour la proclamation de la section sympathisante de la TSI en France. La lutte de la FB-L, basée sur le programme révolutionnaire, montre le chemin pour de futures oppositions à la recherche du trotskysme.

La fusion de la FB-L et du groupe de la TSI, c'est-à-dire la LTF, repose sur les documents suivants (tous publiés dans les neuf premiers numéros de l'édition française de *Spartacist*):

- «Déclaration pour organiser une tendance trotskyste internationale»
- «Déclaration des principes de la Spartacist League»
- «Vers la renaissance de la Quatrième Internationale»
- «Rapport de la délégation spartaciste à la conférence de Londres du Comité International (1966)»
- «Genèse du Pablisme»
- les accords de la conférence intermédiaire internationale de janvier 1974
- le contenu général de la «Déclaration de la FB-L» et le contenu général des lettres de Laffitte et de la FB-L au Comité Central de la LCR, datées 5 et 6 mai 1975.

• La LTF se définit comme un *groupe propagandiste de combat*. Sa tâche centrale est la formation, la préparation de cadres éprouvés du futur parti révolutionnaire et la démonstration sur une échelle forcément modeste de la justesse de notre programme.

• Groupe propagandiste de combat, la LTF appliquera une *orientation de regroupement révolutionnaire*, sur son programme: elle veut gagner les militants sains des organisations révisionnistes. La crise actuelle des formations centristes peut permettre un recrutement de cadres déjà expérimentés, formés dans les luttes fractionnelles. Le développement de la LTF ne sera pas linéaire.

• La LTF fonctionne selon les principes du *centralisme-démocratique*. C'est-à-dire la plus large démocratie à l'intérieur de l'organisation et un front de fer à l'extérieur.

• La nature de la presse est déterminée par les tâches de l'organisation. En conséquence la LTF se fixe comme tâche la sortie d'une *pressé de propagande*, à parution régulière. Il s'agit d'y développer en permanence le programme trotskyste de la LTF sur tous les aspects de la lutte des classes.

• La LTF entreprendra un *travail syndical exemplaire*, lui aussi forcément limité. Le but, par la réintroduction des normes communistes de travail dans les syndicats, sera d'être un point de référence pour les éléments avancés de la classe et, par ailleurs, d'exposer l'incapacité de toutes les soi-disant organisations révolutionnaires à être, même de manière embryonnaire, une direction alternative aux bureaucrates. La lutte de la LTF se fera sur la totalité de son programme. L'accusation majeure que la LTF porte contre les pseudo-trotskystes est leur incapacité à tracer la *ligne de classe face au front populaire-Union de la Gauche*, tant dans leur intervention générale que dans leur travail syndical. L'axe stratégique d'intervention des trotskystes est celui de l'indépendance de la classe ouvrière par rapport à la bourgeoisie, indépendance oblitérée quand les partis ouvriers et les syndicats entrent dans le front populaire. L'axe central de tout travail syndical pour des révolutionnaires conséquents devrait porter sur le problème du front populaire de trahison et la nécessité de la *rupture des syndicats d'avec le front populaire*. Les pseudo-trotskystes ont, soit appelé l'arrivée au pouvoir du front populaire (LCR et LO), soit appelé à voter Mitterrand contre... le front populaire (OCI)!!!

Nous luttons pour la renaissance de la Quatrième Internationale. Ce travail ne peut être l'oeuvre d'une seule journée, mais d'un effort patient et continu pour la clarification programmatique, pour gagner les meilleurs éléments de la classe, au travers d'une longue et acerbé bataille politique contre tous les autres groupes politiques, à la totalité du programme trotskyste. C'est avec confiance que, dès ce moment, la Ligue Trotskyste de France s'attèle à cette tâche.

**VERS LA LIGUE TROTSKYTE  
INTERNATIONALE!  
POUR LA RENAISSANCE DE LA QUATRIEME  
INTERNATIONALE!**

—ligne générale adoptée par la conférence de fondation le 11 juillet 1975

—rédaction définitive adoptée le 15 septembre 1975

# En avant vers la Ligue Trotskyiste Internationale!

La consolidation politique et organisationnelle de la tendance spartaciste internationale (TSI) a été mise en lumière lors du camp européen de la TSI. Plus de cinquante camarades, arrivant de 7 pays, s'étaient rassemblés pour discuter des tâches et des perspectives de la TSI, en particulier de celles de ses sections européennes, sur la base des progrès de notre tendance depuis le dernier camp européen. A partir des quelques militants qui alors avaient souscrit à la «Déclaration pour organiser une tendance trotskyste internationale» en juillet 1974, la TSI a fait un saut qualitatif en Europe où elle a maintenant des groupes sympathisants ou des sections en Autriche, Allemagne, France et, tout récemment, en Italie.

La «Déclaration» de 1974 avait par la force des choses été inscrite sur le fond historique de ses origines américaines. La tendance spartaciste s'est efforcée de transformer son engagement internationaliste vivant en une véritable organisation internationale. Il a été démontré, lors du dernier camp d'été, que les sections nationales de la TSI, renforcées par les regroupements principaux avec des cadres qui ont rompu avec divers conglomerats centristes et pseudo-trotskyistes en déclin, sont en train de forger des directions nationales qui fassent autorité et qui s'intègrent dans une direction collective internationale disciplinée. Des camarades gagnés dans plusieurs pays se révèlent comme dirigeants de la TSI et cela représente un gage vivant pour le Comité Exécutif International de la future Internationale Trotskyiste.

La percée et la consolidation de la Trotskistische Liga Deutschlands (TLD—Ligue Trotskyiste d'Allemagne) a été consacrée par son admission comme section à pleins droits de la TSI. La TLD a pu grâce à son intervention active contre le Spartacusbund (SB) pabliste de gauche, gagner les militants de la Fraction Trotskyiste (exclue du SB en février 1975) à ses positions politiques. Ce regroupement a permis d'enfoncer encore plus loin la brèche dans le SB en décomposition, alors que la campagne de calomnies menée contre la TSI par la direction à l'intérieur de cette organisation, n'a pas empêché des militants sérieux du SB de se confronter aux positions de la TLD.

Ce supplément de forces a d'ailleurs facilité l'expansion géographique de la TLD qui a établi un Comité d'Organisation à Cologne au mois d'avril de cette année. De plus, la TLD a stabilisé depuis un certain temps la publication bimensuelle régulière de son journal *Kommunistische Korrespondenz*.

Le déplacement de plus en plus à droite du Secrétariat Unifié (SU) depuis quelques années s'est particulièrement exprimé dans sa capitulation aux fronts populaires français et chilien, et aux officiers portugais «révolutionnaires»,

ainsi que dans les avances faites par la Majorité du SU au PSU français et à Lotta Continua en Italie. Cela exacerbera sans aucun doute, les divisions fractionnelles entre la Majorité internationale encore centriste, et la Minorité manifestement réformiste que dirige le Socialist Workers Party américain. En Allemagne, la tendance «Kompass» dans le Gruppe Internationale Marxisten (GIM), n'ayant pu arriver à gagner la majorité du GIM, et ses liens internationaux ayant été disloqués (France, Italie), va sans aucun doute être de plus en plus en proie à la démoralisation, et devrait être un terrain favorable à la tactique de regroupement révolutionnaire en passant par des clivages, scissions et fusions.

De plus, le soutien apporté dernièrement par la Chine au renforcement de l'OTAN a créé un certain trouble dans les groupements maoïstes allemands. On peut prévoir la possibilité des scissions de gauche dans certains de ces groupes sur la question du soutien au renforcement de l'OTAN (en Allemagne!) et sur l'adoption par la Chine d'une «étape démocratique» au Portugal. Une telle évolution donnerait la possibilité de regroupements d'éléments subjectivement révolutionnaires rompant avec le maoïsme à la recherche de l'authentique programme trotskyste.

---

## Formation de la Ligue Trotskyiste de France

---

En France les militants de la TSI ont fusionné avec la Fraction Bolchévique-Léniniste (FB-L) qui avait été exclue de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), fleuron de la fraction majoritaire du SU. La FB-L a été exclue de la LCR parce qu'elle avait la position que la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste, fondée sous la direction de Trotsky en 1938 n'existait plus et devait être de nouveau forgée dans la lutte contre le révisionnisme pabliste. La FB-L est sortie d'une longue lutte qui s'est étalée sur plus d'une année, pour la clarté programmatique dans diverses formations oppositionnelles à l'intérieur de la LCR. Le camarade Laffitte, dirigeant de la FB-L, a donc rejoint le camarade Lesueur: c'est le deuxième membre du Comité Central de la section française du SU à se rallier à la tendance spartaciste.

La fusion de la FB-L avec la TSI a été à la base de l'important pas en avant qu'est la formation de la Ligue Trotskyiste de France (LTF) dont la fondation a été proclamée au camp d'été et qui a été reconnue comme

section sympathisante disciplinée de la TSI.

La formation de la LTF se fait au moment où les autres organisations françaises se prétendant trotskystes, se déplacent rapidement vers la droite. Comme le dit la déclaration de fondation:

«L'accusation majeure que la LTF porte contre les pseudo-trotskystes est leur incapacité à tracer la ligne de classe face au front populaire-Union de la Gauche, tant dans leur intervention générale que dans leur travail syndical. L'axe stratégique d'intervention des trotskystes est celui de l'indépendance de la classe ouvrière par rapport à la bourgeoisie, indépendance oblitérée quand les partis ouvriers et les syndicats entrent dans le front populaire. L'axe central de tout travail syndical pour des révolutionnaires conséquents devrait porter sur le problème du front populaire de trahison et la nécessité de la rupture des syndicats d'avec le front populaire.»

En Italie, un petit groupe de camarades issus de l'opposition à la méthode combinationniste du bloc pourri caractéristique de la «Troisième Tendance» italienne dans le SU, la Frazione Marxista Rivoluzionaria (FMR—Frazione Marxiste Révolutionnaire). Ces oppositionnels avaient auparavant rompu avec l'organisation bordiguiste classique d'Italie en faveur du trotskysme qu'ils pensaient trouver dans le SU. Leur position sur l'importance primordiale du programme leur permit de rompre nettement et rapidement avec le SU et d'assimiler les positions de la TSI.

Ces camarades ne sont entrés en contact avec la TSI qu'après l'exclusion de la FMR des Gruppi Comunisti Rivoluzionari (GCR—Groupes Communistes Révolutionnaires), la section italienne du SU dirigée par Livio Maitan. Ils s'aperçurent bientôt que la direction de la FMR était en train de fonder un autre bloc pourri international, et non un groupe principal. Ils font remarquer dans leur demande d'adhésion à la TSI que, bien que la caractérisation des partis sociaux-démocrates européens ait été une des questions-clé dans la «Troisième Tendance Internationale», le dirigeant de la FMR, sa «section» italienne, avait encore récemment déclaré qu'il n'avait pas l'analyse que «Kompass» faisait de la nature des partis sociaux-démocrates. Ce que ces camarades virent aussi, c'est que la FMR n'avancait aucune analyse cohérente de l'histoire de la Quatrième Internationale et de sa dégénérescence révisionniste, alors que le document spartaciste «Genèse du Pablisme» en donnait, lui, une explication cohérente et proposait une alternative politique au document de la FMR «Le origini storiche del centrismo sui generis» (Les origines historiques du centrisme sui generis).

A partir de cela, des discussions intensives entre ces camarades et la TSI mirent rapidement à jour un accord programmatique décisif. La TSI accepta donc l'adhésion du Nucleo Spartacista d'Italia (NSI—Noyau Spartaciste d'Italie) comme section sympathisante au camp d'été.

C'est aussi à ce camp d'été que les Österreichische Bolschewiki-Leninisten (ÖB-L—Bolchévique-Léninistes Autrichiens) tinrent leur conférence nationale. Ils firent le bilan du développement de l'organisation dans l'année écoulée et projetèrent les tâches nécessaires à sa consolidation politique et organisationnelle. On attachait une importance particulière aux occasions de plus en plus grandes qui sont offertes de coordonner le travail politique de l'ÖB-L avec les forces accrues de la TLD en Allemagne.

En plus des rassemblements nationaux, ce camp tournait autour de deux autres points centraux: le premier était les discussions programmatiques nécessaires à la continuation du travail politique de la TSI dans son ensemble, à travers le développement de ses sections nationales. A l'occasion des prochaines élections en Autriche, on discuta des conditions sous lesquelles il fallait refuser un soutien critique à des partis ouvriers réformistes (dans ce cas, le Parti Socialiste autrichien) bien qu'il n'y ait pas de front populaire formellement constitué. De même la discussion sur les problèmes tactiques posés dans le travail dans les syndicats dominés par les staliniens en France (où le syndicalisme industriel n'existe pas, contrairement à l'Allemagne ou à l'Amérique du Nord par exemple) donnait un autre exemple de la manière dont le programme marxiste révolutionnaire se développe au travers du processus d'élaboration et de mise à l'épreuve au fur et à mesure que les sections nationales s'engagent plus profondément dans la lutte de classes.

L'autre point sur lequel on s'est penché à ce camp d'été, a été la lutte pour la consolidation de directions nationales, partie intégrante de la sélection d'une direction représentative et collective internationale reconnue, l'instance la plus haute de notre organisation. Il est d'une importance cruciale, pour que la TSI continue à se transformer en une organisation internationale disciplinée et politiquement cohérente, fonctionnant selon les normes du centralisme démocratique international, qu'elle assimile les expériences politiques précieuses des cadres dirigeants de la TSI. La réalisation de cette transformation constituera un pas en avant qualitatif sur le chemin de la renaissance de la Quatrième Internationale en permettant la formation rapide de la Ligue Trotskyste Internationale.

EN AVANT VERS LA LIGUE TROTSKYSTE INTERNATIONALE!  
POUR LA RENAISSANCE DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE!

—Le Secrétariat intérimaire de la TSI.  
Le 23 juillet 1975.

## MARKIST BULLETINS

Documentation sur la lutte de la SL contre le révisionnisme pablisme du SWP (1960-64)

● No. 1—"In Defense of a Revolutionary Perspective." A statement of basic position by the Revolutionary Tendency. Presented to the June 1962 plenary meeting of the National Committee of the Socialist Workers Party. U.S. \$ .35

● No. 2—"The Nature of the Socialist Workers Party—Revolutionary or Centrist?" Discussion material of the Revolutionary Tendency within the SWP. U.S. \$1.00

● No. 4—"Expulsion from the Socialist Workers Party." Documents on the exclusion of the Revolutionary Tendency supporters. Parts I and II. Each part: U.S. \$1.25

SPARTACIST PUBLISHING CO.  
Box 1377, GPO/NY, NY 10001 USA

## La lutte au Parisien Libéré...

# Union de la Gauche: briseur de grèves!

Depuis la formation de l'Union de la Gauche en 1972, la question centrale pour la classe ouvrière française est redevenue celle du front populaire. Face à une montée dans la lutte des classes, les directions réformistes essaient de codifier leur politique traître de collaboration de classe dans le cadre d'une alliance formelle avec des représentants de la bourgeoisie, si mesquins soient-ils. Les Marchais et les Mitterrand peuvent alors mettre leur démarche au compte de la «démocratie avancée» et dès que les ouvriers entament la lutte ils trouvent sur leur chemin la politique de front populaire des directions des organisations ouvrières. Les travailleurs ne peuvent avancer que *contre* le front populaire, lequel devient de par là même la question politique centrale pour toutes les soi-disant organisations révolutionnaires qui, devant la montée de l'Union de la Gauche, ont dans leur grande majorité viré à droite en capitulant devant le front populaire.

L'Union de la Gauche avait cassé la grève générale des banques juste avant les élections de 1974, pour que celles-ci se déroulent dans des «conditions normales», alors que le mot d'ordre central des manifestations d'employés était «Giscard démission» (il était à cette époque Ministre des Finances). L'Union de la Gauche avait aussi cassé les grèves de Renault et d'Usinor à Dunkerque, qui étaient dirigées contre l'acceptation du chômage partiel et de la réduction de salaire l'accompagnant. Elle a aussi cassé la grève des PTT qui posait la nécessité de l'échelle mobile des salaires, la titularisation des auxiliaires et un accroissement massif de l'embauche.

La récente demande d'Edmond Maire de créer 150.000 emplois, alors qu'il y a 1.500.000 chômeurs, illustre comment l'Union de la Gauche «lutte» contre le chômage!

L'attitude des dirigeants syndicaux envers la grève du *Parisien Libéré* représente une trahison d'une ampleur encore plus retentissante, car ce qui est en cause c'est la perte des acquis fondamentaux de la classe ouvrière française qui devraient servir de modèle dans d'autres industries aussi: la syndicalisation quasi-totale des ouvriers et le contrôle syndical de l'embauche. Depuis 7 mois les ouvriers du *Parisien* mènent une grève dure. Ils ont occupé leur imprimerie, attaqué les transports des éditions pirates du *Parisien* désormais imprimé par des syndiqués FO, dont la direction jaune de Bergeron pousse à briser la grève. Ils se sont retrouvés confrontés avec les milices privées et des chiens loués par leur patron Amaury. Et depuis 7 mois, l'Union de la Gauche n'a qu'une préoccupation: démontrer à la bourgeoisie son caractère «responsable».

Le 10 mai, les ouvriers du journal en grève occupaient leur entreprise contre le licenciement de 500 travailleurs. Le

21 mai, dans *l'Humanité*, le syndicat CGT du Livre écrivait: «Les deux tiers des licenciements pourraient être évités [...]», ce qui veut dire en clair: «nous nous battons pour le licenciement d'un tiers du personnel!» C'est cela l'axe central de la «bataille»! Effectivement, pendant ces 7 mois les bureaucrates ne mèneront qu'une lutte pour les «négociations». Ils haussent la voix de temps à autre: «attention nous arriverons à vous obliger à vous asseoir à une table pour pinailler sur le nombre de licenciements». Ainsi *l'Humanité* écrivait-elle le 21 juin 1975: «A leur 109ème jour de grève les ouvriers du livre menaient hier l'offensive pour l'ouverture de négociations [...]»! Au lieu d'étendre la grève, avant tout aux autres publications d'Amaury (*l'Equipe*, *France-Football*, et *Marie-France* entre autres), les bureaucrates multiplieront les appels au Préfet de Paris, au Ministre de l'Industrie, au Premier Ministre puis à Giscard lui-même pour qu'ils forcent les patrons de la presse, et Amaury en particulier, à négocier! Evidemment les uns et les autres répondront en soutenant Amaury et en dénonçant la «dictature» qu'exerce le syndicat parisien CGT du Livre sur l'embauche.

Le contrôle syndical sur l'embauche et sur la définition du nombre d'ouvriers obligatoires par poste de travail a abouti, dans le Livre parisien, à la constitution d'une force syndicale presque sans équivalent en France. Les 9/10èmes des ouvriers du Livre parisien sont organisés dans la Fédération Française des Travailleurs du Livre (FFTL-CGT). Cette situation, qui remonte à l'immédiate après-guerre, liée au contrôle de l'embauche et aux «annexes techniques», qui règlent explicitement les conditions du travail et le nombre de travailleurs, fait la force du syndicat du Livre. C'est ainsi que les grévistes ont pu bénéficier d'une caisse de grève effective par le truchement des contributions des syndiqués FFTL-CGT. Surtout à la suite des défaites chez Néogravure, Larousse et Lang (dont le patron est aussi Amaury), c'est le contrôle du syndicat sur l'embauche et les conditions du travail qui sont visés à travers la grève du *Parisien*.

Séguy, dans son discours de rentrée, a déjà cédé sur cette question centrale:

«On peut imaginer qu'à l'occasion d'une négociation [...] le patronat puisse évoquer cette question [la remise en cause du contrôle de l'embauche par le syndicat parisien du Livre] sans que cela provoque la rupture de négociation».

— *Le Monde*, 6 septembre 1975

Les dirigeants de la FFTL et toute l'Union de la Gauche acceptent cette liquidation du contrôle en la justifiant par la volonté de montrer à la bourgeoisie qu'ils ne sont pas opposés à la modernisation de la presse, et donc de



Les ouvriers protègent leurs acquis syndicaux: barrage à l'imprimerie du **PARISIEN**, rue d'Enghien. Rouge

l'Industrie en général. Autrement dit, l'Union de la Gauche au pouvoir ne chercherait pas à museler les profits de la bourgeoisie. Car la modernisation vue par les patrons, c'est la réduction du nombre d'ouvriers. La classe ouvrière, elle, n'a rien contre la modernisation, pourvu qu'elle ne se fasse pas contre elle, mais à son avantage:

- maintien et extension du contrôle syndical sur l'embauche!
- modernisation sans un seul licenciement!
- faites payer les patrons pour la modernisation; répartition du travail entre tous les ouvriers sans diminution de salaire!

La grève du *Parisien* a montré la pratique anti-ouvrier de cette alliance entre les partis ouvriers et des partis—ou représentants—de la bourgeoisie, sur le programme commun forcément bourgeois qu'est le front populaire. Pour les dirigeants réformistes, la présence—même «de l'ombre de la bourgeoisie»—est à la fois la garantie donnée à la bourgeoisie de la respectabilité de l'Union de la Gauche et le moyen pour les bureaucrates de cacher leur politique traître habituelle derrière le bouclier de la «démocratie avancée» bourgeoise. C'est ainsi que les fronts populaires surgissent à des moments d'une montée de la lutte de classes où les dirigeants réformistes risquent de se trouver face aux exigences de leur propre base pour qu'ils défendent les intérêts de la classe ouvrière. Le front populaire sert ainsi de paravent pour masquer les véritables intentions traîtres des directions—la courroie de transmission de la bourgeoisie dans la classe ouvrière! Les dirigeants réformistes veulent se construire ainsi un rempart absolu contre l'adoption d'une quelconque politique opposée aux

intérêts de leurs alliés bourgeois. Face à ces exigences pour qu'elles appliquent un programme lutte de classes, les directions répondent à juste titre: «Mais cela serait inacceptable pour nos partenaires bourgeois et ils rompraient la coalition».

C'est pourquoi les fronts populaires, du fait qu'ils subordonnent la classe ouvrière à la bourgeoisie, constituent toujours un rempart contre l'émancipation des ouvriers et en aucun cas un pas en avant. C'est bien pourquoi les exigences programmatiques que les trotskystes adressent aux partis ouvriers dans une telle coalition ont nécessairement comme préalable la rupture avec la bourgeoisie, car les réformistes ont déjà affirmé qu'ils défendraient le programme commun de leurs alliés bourgeois. Poser des exigences programmatiques sans le préalable de la rupture avec la bourgeoisie, c'est créer des illusions dans la classe ouvrière sur la possibilité de lutter pour les intérêts ouvriers sans la mobilisation *indépendante* de la classe ouvrière.

### Pour une opposition syndicale sur la base du programme de transition

«L'accusation capitale que la Quatrième Internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat, c'est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie.»

—Programme de transition.

L'axe central de la lutte contre la politique défaitiste des



L'Express

Roland Leroy du PC essaie de faire avaler le Programme Commun aux grévistes du PARISIEN.

directions réformistes réside dans le combat pour faire rompre le mouvement ouvrier de la collaboration de classe qui, au niveau politique, est incorporée dans la subordination par les bureaucrates de la lutte de classes au front populaire qu'est l'Union de la Gauche. Il faut que cette lutte, pour être prise au sérieux, se situe là où sont les masses travailleuses: dans les syndicats, et qu'elle se base sur le seul programme révolutionnaire opposé au front populaire, le programme trotskyste, le *Programme de transition*.

La motion (reproduite dans ce numéro) présentée le 5 août 1975 devant le conseil de section CFDT-BNP par des militants trotskystes jette les bases pour la constitution d'une opposition syndicale de lutte de classes, en alternative à la politique des réformistes. Pas plus dans la banque que dans d'autres branches, il ne peut y avoir de «campagne de rentrée» sans lutte pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail et sans lutte pour un gouvernement ouvrier. Comme le stipule la motion:

«Contre la politique de trahison des dirigeants réformistes, contre leur soumission à la bourgeoisie au sein du front populaire, nous exigeons des partis ouvriers et des directions syndicales qu'ils rompent avec le front populaire! [...] Dans leur lutte contre le capitalisme, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de chasser le gouvernement bourgeois et d'instaurer un gouvernement ouvrier dont la tâche est l'expropriation révolutionnaire de la bourgeoisie! [...] Ou bien la collaboration de classe par Union de la Gauche interposée, ou bien l'indépendance de la classe ouvrière et de ses organisations luttant pour son pouvoir! La campagne de rentrée est entre ces deux termes. Il n'y a pas de troisième voie.»

Tous les soi-disant trotskystes ont abandonné cette lutte principale. Les militants de la section française du

Secrétariat Unifié dit «de la Quatrième Internationale» dans cette section syndicale (ainsi que ceux de Révolution!) sont non seulement intervenus contre le fond de cette motion, mais ont voté contre sa prise en considération! Ces centristes ne veulent pas que la question du front populaire soit discutée dans les syndicats. Pire: un militant LCR voté une motion qui stipule le «plein soutien au programme commun de Gouvernement» (Résolution du Congrès CGT de la Compagnie Bancaire du 13 mai 1975). La direction de la LCR n'a jamais dénoncé cette position. Au lieu d'attaquer les directions réformistes sur leur projet de collaboration de classe, ils ont voté sans réserves la «stratégie» des bureaucrates pour la rentrée: une «journée d'action». En évitant la lutte contre le front populaire, ils en deviennent la caution de gauche.

### Les pseudo-trotskystes et le front populaire

Dans la grève du *Parisien*, la LCR a appliqué sa ligne habituelle: avancer des mots d'ordre purement économistes—et dans ce cas les mêmes que ceux des bureaucrates—en pariant sur ce que la LCR aime appeler leur dynamique propre! Au bout de 7 mois de grève des ouvriers de ce journal, la LCR n'a pas encore dénoncé le rôle traître de la direction de la FFTL et du front populaire. Le seul reproche que la LCR leur a fait est que le mot d'ordre adressé aux patrons du Livre et de la Presse est «inadéquat».

Pour les pablistes de la LCR, la tâche des trotskystes n'est pas d'affronter et de détruire politiquement les



## MOTION PRESENTEE AU CONSEIL DE SECTION C.F.D.T.-B.N.P.

Face à l'inflation et au chômage, les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière exigent la réalisation du corps de revendications suivantes:

- 1700 F. minimum
- la titularisation dès l'embauche
- l'échelle mobile des salaires sur indices syndicaux
- l'échelle mobile des heures de travail, c'est-à-dire la répartition de tout le travail existant entre toutes les mains ouvrières: exigeons immédiatement la semaine de 35 heures sans diminution de salaires
- l'instauration du contrôle ouvrier sur les entreprises
- la levée immédiate du secret bancaire et commercial
- l'expropriation des banques sous contrôle des travailleurs et la création d'une banque unique.

Or dans la situation actuelle la réalisation des revendications mêmes les plus minimales exige une lutte sans merci contre la bourgeoisie et son état: classe contre classe!

Une lutte sans merci contre la bourgeoisie, la direction de la CFDT y a renoncé catégoriquement à travers sa «perspective autogestionnaire». Celle-ci n'a en fait pas plus de perspective qu'un condamné à mort et a pour rôle essentiel de passer consciemment sous la table le problème central de l'expropriation de la bourgeoisie et de la prise du pouvoir par le prolétariat.

Ce refus conscient de la direction réformiste de la CFDT à lutter contre la bourgeoisie et pour la prise du pouvoir par le prolétariat, l'a amenée, face à l'exacerbation de la lutte de classes, à s'allier consciemment avec la bourgeoisie contre les intérêts de la classe ouvrière!

Le Programme Commun a été écrit sur mesure pour les radicaux de gauche; il représente la promesse des directions ouvrières de défendre coûte que coûte les intérêts de la bourgeoisie contre ceux des travailleurs. L'Union de la Gauche est un front populaire! C'est-à-dire une coalition avec l'adversaire irréductible de la classe ouvrière: la bourgeoisie! L'écoeuvante preuve de «bonne volonté» qu'ont donné à la bourgeoisie nos dirigeants syndicaux lors de la dernière élection présidentielle, en diminuant la revendication du salaire minimum de 1500 F. à 1200 F., n'est qu'une petite illustration de la trahison présente et à venir du front populaire. Ce rôle de trahison des fronts populaires a été inscrit en lettres de sang dans le mouvement ouvrier depuis l'Espagne en 1936 jusqu'au Chili en 1973!

Cette politique de trahison est parfaitement incompatible avec le respect de la démocratie syndicale et ouvrière, avec la possibilité reconnue pour les minorités de s'exprimer. Pour preuve, la décision de soutenir Mitterrand lors des dernières présidentielles ou l'appel à renforcer le PS, pris tous deux en dehors de tout débat dans la CFDT. C'est pourquoi la réalisation du mot d'ordre «démocratie syndicale et ouvrière» est entièrement liée à l'application d'une politique de lutte pour les intérêts de la classe ouvrière, d'une politique révolutionnaire!

Contre la politique de trahison des dirigeants réformistes, contre leur soumission à la bourgeoisie au sein du front populaire, nous exigeons des partis ouvriers et des directions syndicales qu'ils rompent avec la bourgeoisie! Nous exigeons de la direction de la CFDT et des syndicats en général, qu'ils rompent avec le front populaire!

Pour une complète indépendance des syndicats par rapport à l'Etat bourgeois, nous exigeons aussi des syndicats et de notre section qu'ils rompent avec les organes de collaboration de classe du genre conseil économique et social, commission Sudreau, comités d'entreprises...

Sans cette rupture, ce ne sont plus les travailleurs qui s'expriment par les syndicats, mais l'Etat bourgeois lui-même qui s'introduit au sein des organisations ouvrières.

Dans leur lutte contre le capitalisme les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de chasser le gouvernement bourgeois et d'instaurer un gouvernement ouvrier dont la tâche est l'expropriation révolutionnaire de la bourgeoisie!

Une campagne syndicale à la rentrée devrait avoir pour but principal de préparer une lutte d'ensemble de la classe ouvrière pour abattre le gouvernement bourgeois!

Il faut en finir avec les mobilisations parlementaristes et électoralistes, avec les appels à une grève générale de 24 heures tous les six mois, ou encore avec les fausses menaces et les petites phrases du genre «Si ça continue...»

Il faut cesser les campagnes qui exigent de négocier ou qui exigent de Giscard qu'il supprime l'inflation et le chômage alors qu'il s'est fait élire pour maintenir les profits de la bourgeoisie!

Il faut que les directions actuelles de la classe ouvrière rompent avec la bourgeoisie et s'engagent dans la lutte pour le pouvoir!

Ou bien la collaboration de classe par Union de la Gauche interposée, ou bien l'indépendance de la classe ouvrière et de ses organisations luttant pour son pouvoir!

La campagne de rentrée est entre ces deux termes. Il n'y a pas de troisième voie.

Paris, le 5 août 1975



Informations Ouvrières

### Manifestation de soutien aux grévistes du **PARISIEN LIBERE**, le 12 juin à Paris.

dirigeants réformistes de la classe ouvrière. C'est plutôt le niveau de conscience moyen au moment donné qui détermine leur «stratégie»: ainsi ont-ils refusé d'avancer le mot d'ordre de comités de grève élus et révocables dans la grève des PTT d'il y a un an, parce que les ouvriers «faisaient encore confiance à leurs directions»! Le rôle que la LCR s'attribue est d'encourager le débordement des bureaucrates par les ouvriers en avançant des mots d'ordre et —parfois— des «formes de lutte» plus militants que ceux des bureaucrates. De cette manière, les pablistes refusent de démasquer les réformistes et de gagner les ouvriers au *Programme de transition*.

L'ampleur du liquidationnisme de la LCR dans les syndicats est soulignée de manière frappante dans une brochure récente qui en arrive à soutenir de facto l'interdiction des fractions oppositionnelles dans les syndicats:

«Autre chose bien sûr est la reconnaissance du droit de fraction dans l'organisation syndicale avec une codification qui nous paraît injustifiable. [...] Pour nous, le seul critère réel peut être la représentativité des positions à l'intérieur de l'organisation syndicale, représentativité qui peut être définie soit à partir du nombre de structures syndicales adoptant cette position, soit à partir du pourcentage obtenu lors des votes du Congrès.»

«Où va la CFDT?», *Taupe Rouge* No. 2

Au lieu de réclamer le droit d'existence de toutes les tendances dans les syndicats, la LCR ne réclame le droit d'expression que pour les courants «représentatifs», c'est-à-dire ses amis les bureaucrates de gauche de la CFDT (et

ceux qui seraient susceptibles de se rallier au «gros» parti que constituerait la fusion envisagée de la LCR avec le PSU). Voilà qui démontre la profondeur des «divergences» entre la LCR et les courants «représentatifs» de la CFDT.

Les centristes de l'OCI, dans leur hâte d'embrasser les sociaux-démocrates (Mitterrand, Soares, Bergeron), ne se montrent pas plus capables que la LCR de mener une lutte systématique contre le front populaire. Ils l'ont démontré clairement lors des élections présidentielles de 1974, quand ils ont inconditionnellement soutenu Mitterrand, candidat du front populaire, expliquant:

«nous sommes inconditionnellement pour un Président de la République dirigeant d'un parti ouvrier, non pas en raison de sa politique mais en raison des possibilités que cela peut ouvrir pour la classe ouvrière [...]»

et, ajoutait l'OCI, «parce qu'en soi [l'élection de Mitterrand] c'est une défaite de la bourgeoisie [...]» («Pourquoi l'OCI appelle à voter Mitterrand»). Pour l'OCI, quand la bourgeoisie met au pouvoir un front populaire pour mieux mater la classe ouvrière, c'est une défaite... pour la bourgeoisie!

Quant à la politique syndicale de l'OCI, elle est marquée par le suivisme par rapport aux bureaucrates syndicaux sociaux-démocrates. Cette capitulation devant les misérables bureaucrates de FO va jusqu'à conduire Lambert à voter cette année pour le rapport moral de Bergeron au congrès FO.

L'OCI s'est trouvée bien ennuyée lors de la grève du *Parisien Libéré*, car le même Bergeron a joué le rôle de

briseur de grève devant toute la classe ouvrière en poussant des ouvriers FO à imprimer l'édition jaune du *Parisien*. On trouve peu de commentaires, dans les pages d'*Informations Ouvrières* (IO), sur cette grève qui a pourtant démasqué en pratique les bureaucrates syndicaux de tous bords et donné des occasions extraordinaires de développer tous les aspects du programme trotskyste. Mais c'est à peine si l'OCI pose la revendication de solidarité de classe élémentaire en appelant à l'extension de la grève aux autres titres Amaury (sans pour autant revendiquer l'extension à une grève générale du Livre en solidarité avec le *Parisien* et pour contrecarrer les projets des patrons déjà exprimés lors des licenciements chez Néogravure, Larousse et Lang). Au lieu du système de revendications transitoires qu'on est en droit d'attendre des soi-disant trotskystes, l'OCI écrivait, trois mois après le début de la grève:

«Il n'est certes pas encore temps de tirer le bilan de la tactique suivie par les dirigeants de la FFTL-CGT et du comité Intersyndical du Livre parisien dans l'affaire du *Parisien Libéré*. Nous ne manquerons pas de le faire le moment venu.»

—IO, No. 711, 2-9 juillet

Tout ce que l'on peut en conclure c'est que pour l'OCI le bon moment pour soulever des critiques gênantes de la bureaucratie ne viendra qu'après la fin de la grève.

En attendant, pour ce qui est du rôle de briseur de grève et de la remise en cause de cet acquis de la classe ouvrière qu'est le contrôle de l'embauche par le syndicat de Livre parisien, l'OCI ne trouve que des critiques ouatées:

«Les travailleurs du Livre savent ce que représente le contrôle syndical de l'embauche dans la profession. Ils ont, à juste titre, considéré comme inacceptable la position du secrétaire général de FO, Bergeron, sur cette question.»

—*ibidem*

Effectivement, faire valoir ses bons offices de jaune auprès de la bourgeoisie, c'est «inacceptable». Sa politique de capitulation devant les sociaux-démocrates, l'OCI la justifie en se référant à la soi-disant «stratégie» de front unique. Bien que cette «stratégie» de l'OCI ne semble avoir fleuri qu'après 68 (le *Manifeste de l'OCI* de 1967 parle encore de la «tactique du front unique»), le dirigeant historique de l'OCI, Pierre Lambert, a un penchant pour «la stratégie du front unique» qui remonte jusqu'en 1947 au moins. A la suite de la vague de grèves fin 1947 et au moment même de la création de FO, Lambert présentait (ensemble avec Demazière) une «Résolution sur le front unique» qui précise:

«Aujourd'hui, dans la situation ouverte par l'échec de la vague de grèves, par la scission syndicale, par le fait que l'initiative est ouvertement entre les mains de la bourgeoisie qui engage sur la base de l'échec ouvrier une offensive redoublée contre le niveau de vie et les libertés ouvrières, la stratégie du Front Unique a plus d'importance que jamais.» (Souligné par nous.)

Il faut ajouter que cette résolution fut adoptée par le Comité Central du Parti Communiste Internationaliste d'alors par 22 voix contre 4.

Pour Lénine et Trotsky, le front unique était une *tactique* par laquelle l'avant-garde communiste démasquait les dirigeants réformistes devant la classe ouvrière en leur proposant une action unitaire sur des luttes spécifiques. L'OCI, elle, en a fait un appel constant aux dirigeants réformistes du PC et du PS à s'unir comme si c'était chose faisable au moment actuel et hors du contexte d'une

montée qualitative de la lutte de classes. Ce qui revient dans la pratique à renforcer l'illusion social-démocrate que l'unité de la classe ouvrière, qui plus est, sous une direction réformiste, va en soi mener à bien la lutte des classes.

Cette politique revient donc à servir de couverture de gauche au projet de front populaire des directions du PC et du PS. C'est ainsi que lorsqu'après les élections de l'automne 1974 les bureaucrates du PC entamèrent une polémique contre le PS, qui venait d'enregistrer des gains substantiels, l'OCI a, comme il fallait s'y attendre, cherché à faire pression sur les réformistes pour qu'ils cessent leurs polémiques «démoralisantes pour les ouvriers». Au lieu d'attaquer les staliniens et les sociaux-démocrates pour leur coalition de front populaire avec la bourgeoisie, l'OCI fit une campagne d'agitation «pour l'unité». Quand le PC et le PS sont dans une coalition de front populaire, et que l'OCI les somme de cesser leurs polémiques et de remplacer Giscard, cela revient bien à appeler à un front populaire *d'Action!*

### Construire le parti révolutionnaire: construire la Ligue Trotskyste de France

«La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire». L'exacerbation internationale de la lutte des classes le démontre une fois de plus: ce n'est pas la classe ouvrière française qui refuse de se battre contre le gouvernement, ce sont leurs directions traîtres social-démocrates et staliniennes ainsi que leurs alliés centristes de tout poil qui s'y opposent.

Seule la construction d'un parti léniniste sur le programme du trotskysme authentique peut promouvoir la direction nécessaire. Seule en France, la Ligue Trotskyste de France se prépare à lutter systématiquement contre le front populaire et pour le programme trotskyste!

En avant vers la renaissance de la Quatrième Internationale!●

Abonnez-vous!

## WORKERS VANGUARD

Journal hebdomaire de la Spartacist League, section  
US de la tendance spartaciste internationale.

70 F. par an (avec SPARTACIST),  
par avion.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Payer à l'ordre de:

Spartacist Publishing Co.  
Box 1377, GPO  
New York, NY 10001, USA

## Portugal...

suite de la page 2

Fondamentalement c'est la sauvegarde des forces armées qu'il défend, et donc la sauvegarde de la dictature de la bourgeoisie. La tâche des communistes est de scissionner l'armée en soustrayant les soldats du contrôle du corps des officiers et de briser l'état bourgeois. Pour que des officiers individuels se rallient à la classe ouvrière il leur faut non pas de la bonne volonté mais qu'ils rompent d'avec la hiérarchie militaire et se soumettent à la discipline des comités de soldats.

A l'heure actuelle une avant-garde marxiste chercherait à faire un bloc militaire temporaire avec les stalinien, d'autres partis ouvriers, et même avec certains officiers du MFA qui seraient prêts à se battre les armes à la main contre une tentative des officiers les plus droitiers visant à consolider leur pouvoir. Il n'est pas du tout évident que les troupes, aujourd'hui, obéiraient s'il leur était ordonné d'écraser les ouvriers. Récemment encore plusieurs centaines de policiers militaires (dirigés par le MRPP maoïste) ont manifesté devant le palais présidentiel contre les ordres qui leur avaient été donnés de partir pour l'Angola. De plus des troupes de la Marine sont installées sur la rive gauche du Tage, près des chantiers navals de la Lisnave et autres usines qui forment la «ceinture-rouge» prolétarienne dans laquelle les maoïstes et des syndicalistes jouent un rôle dirigeant. A l'est et au sud de cette région, il y a l'«Alentejo rouge» où le PC est solidement implanté parmi les ouvriers agricoles. Quant à l'Espagne voisine elle est depuis des mois dans un état de tempête sociale contenue qu'une étincelle venue de Lisbonne suffirait à faire exploser. Aujourd'hui une résistance ouvrière dure contre les officiers réactionnaires n'est pas sans espoir.

### Soutien au front populaire

Pourtant il y a une différence énorme entre un bloc militaire pour une action commune contre la mobilisation des réactionnaires et la concrétisation des menaces de la droite du MFA, et la constitution d'une coalition de partis ouvriers en soutien politique à une aile soi-disant «progressiste» du MFA. Un tel bloc de collaboration de classe fut constitué, fin août, quand le premier ministre d'alors, Gonçalves, et ses partisans du PC recherchaient n'importe quel soutien contre l'offensive anti-communiste déclenchée et appuyée par le PS et les 9 officiers «modérés» derrière Melo Antunes. Baptisé «Front Uni Révolutionnaire» ou «Front d'Unité Populaire», selon qui parlait (extrême-gauche ou PC), ce bloc était constitué du PC, du Front Socialiste Populaire, de la LUAR anarcho-castriste, du MES social-démocrate de gauche, du front électoral du PC, le MDP, du PRP syndicalo-castriste, du groupe maoïste «1er mai» et de la soi-disant trotskyste Ligue Communiste Internationaliste (LCI), section sympathisante du SU de Mandel.

Ce front de trahison était un appel clair à soutenir politiquement le régime Gonçalves qui avait provoqué cette crise en temporisant avec les réactionnaires et dont le

régime bonapartiste a envoyé les troupes contre de nombreuses grèves, emprisonné des syndicalistes et des maoïstes et commis de nombreux autres crimes contre la classe ouvrière. Le communiqué du 25 août, signé par les 8 partis du Front, contient la déclaration suivante:

- «(1) Le document du COPCON et le document «Ligne d'action programmatique, et tâches de transition» [programme du gouvernement Gonçalves] constituent une base de travail valable pour l'élaboration d'un programme politique révolutionnaire. [...]
- «(3) Le document «Ligne d'action programmatique et tâches de transition» constitue le document guide de base pour l'activité du gouvernement tant que ne sont pas réunies les conditions nécessaires pour la formation d'un gouvernement d'unité révolutionnaire [...]

Rouge, 29 août 1975

Pas de fioritures, c'est clair et net: les signataires soutiennent le gouvernement, voire le programme du



**No. 1: Documentos de la tendencia espartaquista internacional**

3 F/\$U.S..50

**No. 2: Cuba y la Teoría Marxista**

1,50 F/\$U.S..25

**No. 3: Chile: Lecciones del Frente Popular**

3 F/\$U.S..50

**SPARTACIST PUBLISHING CO.**  
Box 1377 GPO, New York, N.Y. 10001, USA



L'Express

**La mise à sac d'un siège du PC au nord de Porto pendant la vague de manifestations anti-communistes impulsée par le PS en juillet-août de cette année.**

premier ministre. Et comme si cela ne suffisait pas, une autre clause de ce communiqué invite explicitement les forces capitalistes à participer au front. Le point quatre appelle à «la création d'un front qui englobe les partis et autres organisations politiques révolutionnaires, les militants révolutionnaires, le MFA et les organes autonomes de pouvoir populaire auquel se réfère le document-guide de l'alliance peuple-MFA, constit[ua]nt une issue pour le processus révolutionnaire.» (*Rouge, ibidem*, souligné par nous.) Le MFA est l'expression politique du corps des officiers de l'armée capitaliste, le noyau central du pouvoir d'état bourgeois et donc une formation bourgeoise, même s'il fait des déclarations de «gauche». Le but clairement exprimé ici est donc de transformer ce soutien au gouvernement bonapartiste en un front populaire formel.

Cette coalition de trahison ne peut que renforcer les illusions des travailleurs en des officiers démagogiques comme Gonçalves. Elle ne peut que renforcer la politique de collaboration de classe des staliniens. Elle est en contradiction directe avec l'axe central de la politique marxiste: la lutte pour l'indépendance de la classe ouvrière par rapport aux organisations bourgeoises. Sans aucun doute la LCI tentera d'excuser cette alliance sous le prétexte qu'elle n'inclut pas actuellement un parti bourgeois. Après la signature du communiqué, elle a publié une déclaration ingénue exprimant son désaccord sur «certains points» et notamment sur l'appel à «l'intégration du MFA dans un front des organes de pouvoir ouvrier et populaire», le MFA n'étant pas révolutionnaire (*Diário de Notícias*, 26 août).

Outre la malhonnêteté politique qui consiste à signer un

document dont on rejette les principaux points, ce «front uni populaire/révolutionnaire» n'est pas aussi dépourvu de participation directe des militaires que la liste de ses signataires pourrait le laisser croire. Dans l'introduction au communiqué du 25 août on note la présence, à la réunion de fondation du front, de «représentants du MFA qui n'agirent qu'en tant qu'éléments agglutinateurs [...]». Selon un compte-rendu de presse, il y avait parmi ces «courtiers en unité» des représentants de la Cinquième Division, du COPCON, du Comité de Coordination des Sergents de l'Armée de l'Air, le MFA de la Marine et le Conseil Suprême de la Révolution. De plus ce sont les officiers du COPCON qui ont appelé à la constitution de ce front. Ce sont donc à la fois ses origines et son programme qui confirment le caractère de collaboration de classe de ce bloc politique sans principe.

Quant à la participation de la LCI pseudô-trotskyiste, elle est en opposition totale au combat de la Quatrième Internationale dans les années 30 contre le front-populisme stalinien. C'est la même capitulation que celle qui conduisit le POUM espagnol à entrer dans le front populaire de 1936, en expliquant que le Pacte n'avait qu'un but électoral et que l'Esquerra nationaliste catalane était une organisation «petite-bourgeoise» plutôt que bourgeoise (de même que d'après la LCI le MFA n'est pas bourgeois mais plutôt petit-bourgeois!).

Cette trahison des ouvriers portugais et du trotskysme — car c'est bel et bien ce que cette participation au «front uni populaire/révolutionnaire» représente — n'est pas une erreur de jeunesse malheureuse commise par une LCI inexpérimentée. Loin de là. Le POR-Combate, section bolivienne du SU, a fait exactement la même «erreur»

quand il est entré dans le «Front Révolutionnaire. Anti-impérialiste» (FRA), en 1971, aux côtés de l'ancien président le général Torres. C'est donc le liquidationnisme pabliste du SU qui est à l'origine de la trahison de la LCI.

Les pablistes de la LCR partagent fortement la responsabilité de la trahison avec la LCI. La LCR a toujours soigneusement évité de prendre une position sur la nature de classe du MFA. Elle n'a jamais critiqué la caractérisation de petit-bourgeois que fait la LCI du MFA, et a même «découvert» qu'un processus révolutionnaire se déroulait à l'intérieur du MFA entre les officiers pro-bourgeois et les officiers défendant la classe ouvrière! La perspective de la LCR, tout comme celle de la LCI, est de rechercher des alliés politiques dans le corps des officiers de l'armée bourgeoise.

Le communiqué de collaboration de classe signé par la LCI n'est que la conséquence logique de la politique de la LCR et de la majorité du SU. La LCR ne mentionne même

pas que le communiqué représente «le produit d'une démarche opportuniste», et même, elle se glorifie que:

«La signature de l'accord entre la PCP et les organisations d'extrême-gauche, témoigne d'une transformation décisive du rapport de forces entre les révolutionnaires et les réformistes dans la classe ouvrière qui contraint les dirigeants stalinien à chercher par l'intermédiaire des organisations d'extrême-gauche l'alliance avec la force nouvelle du mouvement de masse autonome dont les prolongements se font sentir dans la rue.»

—Résolution du Comité Central du 30-31 août.

C'est dans sa déclaration sur la situation au Portugal (co-signée avec le PSU!) que la LCR dévoile sa véritable position quant à ce monument de liquidationnisme pabliste:

«Ils [la LCR et le PSU] se félicitent des rapports unitaires qui existent aujourd'hui entre différentes organisations révolutionnaires et le PCP, indépendamment des

## DEUX, TROIS, PLUSIEURS... POSITIONS!

Les divisions au sein de la Minorité du Secrétariat Unifié (SU) sautent aux yeux de plus en plus clairement. Dans un numéro récent d'*Intercontinental Press* (6 octobre 1975) le Socialist Workers Party (SWP) dénonce le Frente de Unidade Revolucionária (FUR—bloc qui comprend la Liga Comunista Internacionalista, section sympathisante du SU, et le PC, entre autres) comme «ultra-gauche». D'autre part, ce même numéro d'*Intercontinental Press* contient un article par le Partido Revolucionário dos Trabalhadores (PRT), sympathisant de la Minorité internationale du SU dominée par le SWP, qui, lui, dénonce le même FUR, mais et à juste titre, pour son «orientation front-populiste»!

Le SWP définit le FUR comme ayant «ses origines dans un accord programmatique entre les groupes d'ultra-gauche et le Parti Communiste», pour ensuite dénoncer les manifestations récemment appelées par le FUR dans les termes suivants:

«Cette activité a continué d'identifier le PC et l'ultra-gauche avec des méthodes et des objectifs anti-démocratiques et, de plus en plus, avec le putschisme. Maintenant, cela amène à de graves dangers nouveaux pour le mouvement ouvrier portugais tout entier.»

Le SWP prend ensuite une attitude hostile envers la distribution des armes à des groupes politiques (et, par implication, aux ouvriers en général) et à la manifestation du SUV (Soldats Unis Vaincraint) à Lisbonne, le 25 septembre, pour conclure par le commentaire suivant sur la libération des deux militants du SUV de la prison militaire de Trafaria:

«Le climat politique dans le pays était toujours contre la répression dans l'armée. Ainsi, une large campagne aurait pu forcer la libération des deux militants du SUV. Cela aurait été une importante victoire pour les droits démocratiques dans l'armée et une défaite de taille pour la haute commande [...]. «L'ultra-gauche au Portugal a pris l'habitude d'arriver à ses fins par «l'action directe», sans se soucier de la politique.»

Mais le PRT, parti frère du SWP, accuse le FUR d'être un bloc «d'orientation front-populiste». Un article paru dans *Combate Socialista* du 27 août dit en effet, à propos du pacte programmatique du FUR:

«L'orientation front-populiste qui paraît ici n'est pas nouvelle. Historiquement, elle a déjà mené à des défaites terribles (la plus récente étant au Chili) et nous avons dû la combattre ici, au Portugal, aussi. C'est la politique du PC. Le fait que d'autres organisations de gauche aient formellement embrassé cette orientation n'est pas tout à fait nouveau, car le chemin des spontanistes et des centristes de tout poil mènera toujours à cette conclusion. Dans chaque situation révolutionnaire surgit le danger d'un tel front.

«Nous, trotskystes, avons toujours lutté de toutes nos forces contre le danger de la collaboration de classes et de sa forme la plus désastreuse: le «front populaire».»

Si le SWP n'arrive même pas à masquer les divergences au sein de la «Fraction Léniniste-Trotskyiste» dans un seul et unique exemplaire de «son» *Intercontinental Press*, quelle doit être l'envergure, alors, de la somme de toutes les divergences politiques qui règnent au sein de ce bloc pourri!

jugements qu'ils peuvent porter sur le contenu de l'accord réalisé.»

—Rouge, 5 septembre 1975, souligné par nous.

### Le SWP accuse la bourgeoisie d'ultra-gauchisme...

Dans la bataille fractionnelle qui a déchiré le SU ces six dernières années, le SWP s'est fait passer frauduleusement pour le défenseur de l'orthodoxie trotskyste contre la majorité centriste guérillériste sous la direction du Comandante Ernesto Mandel. Beaucoup se sont fait prendre à ce petit jeu; la tendance spartaciste a été la seule à avoir dénoncé Hansen et ses amis comme représentant un courant complètement réformiste qui cherche à conclure directement des marchés avec la bourgeoisie. Le SWP, en couvrant cyniquement l'offensive réactionnaire en cours au Portugal depuis la mi-juillet, l'a confirmé avec éclat.

Durant ces derniers mois, le SWP a mis en garde contre les généraux du MFA et leurs discours de «gauche» démagogiques, et il s'est opposé à l'interdiction de *República*. Mais comme il fallait s'y attendre de la part de ces disciples légitimes de Kautsky, c'est la démocratie abstraite qu'ils ont placée au centre de tous les événements au Portugal, mettant systématiquement dans l'ombre la sinistre mobilisation réactionnaire. Bien que le début de la campagne anti-communiste, avec les mises à sac de locaux du PC, ait commencé le 14 juillet à Rio Maior, il a fallu trois semaines pour que *The Militant* daigne seulement mentionner ces attaques de style fasciste.

Pendant ce temps, le SWP publiait article sur article insistant uniquement sur le danger de dictature représenté par les officiers de «gauche». Ce thème était la «défense de l'Assemblée Constituante, qui est l'endroit où se concentre en ce moment la lutte pour ces droits [«le suffrage et la souveraineté populaires»]» (*The Militant*, 8 août). Etant donné qu'à l'heure actuelle il n'existe pas d'organe de démocratie ouvrière, comme par exemple un soviet, qui puisse immédiatement prendre le pouvoir au Portugal, la dissolution de l'Assemblée Constituante signifierait simplement l'avènement de la dictature bonapartiste militaire pure et simple. Mais, si s'opposer à la dissolution de l'Assemblée Constituante (réclamée par plusieurs groupes centristes) est une chose, c'en est une autre de faire de sa défense le centre de l'agitation au moment où la lutte pour le pouvoir dresse la majorité de cette Assemblée contre le PCP et les généraux de «gauche». Il n'y a pas de place pour des révolutionnaires dans une coalition «gauche-fasciste»!

Il ne fut pas facile de camoufler la nature anti-communiste de la mobilisation actuelle quand toute la presse bourgeoise ou de gauche démontre ce qui se passe avec force détails. Mais le SWP s'est montré à la hauteur de cette tâche. Après deux semaines de pillages et de mises à sac des locaux du PC dans tout le Nord du Portugal, l'article du *Militant* du 8 août était intitulé: «Les masses portugaises descendent dans la rue pour protester contre la menace de dictature». Bien que tout le monde sache qu'un grand nombre de participants aux manifestations de masse

organisées par le PS étaient des réactionnaires, bien que les dirigeants du PS eux-mêmes aient été prêts à l'admettre, le SWP, lui, soutenait dans *The Militant* (8 août): «Ce qui est certain c'est qu'en fait la véritable avant-garde de la classe ouvrière portugaise a participé aux manifestations du PS [...]» Il continue en excusant l'anti-communisme virulent de ces manifestations: «Puisque le PC est le principal soutien politique des attaques des militaires contre les droits démocratiques des masses, il était inévitable que de telles mobilisations de masse expriment des sentiments anti-communistes.» Quelle nausée!

Il y a dans la presse bourgeoise des morceaux de témoignages sur la teneur réactionnaire de ces manifestations, mais *The Militant* les écarte tous en les qualifiant de «réflexes conditionnés» d'«observateurs étrangers de gauche» et d'«ultra-gauches locaux». Si le *New York Times* et *Le Monde* sont trop «à gauche» pour le

**SPARTACIST** 4

**Dichiarazione per organizzare una tendenza trozkista internazionale**

1. La Spartacist League (SL) è un'organizzazione di tendenza trozkista internazionale...  
 2. In questo numero di Spartacist...  
 3. Per avere maggiori informazioni...

**Dichiarazione di principi della Spartacist League pag. 13**

**Prezzo: 75c/3 F./L. 500**

**INDICE**

- Dichiarazione per organizzare una tendenza trozkista internazionale (1974)
- Verso la rinascita della IVa Internazionale (1963)
- La conferenza di Londra del Comitato Internazionale
- Dichiarazione di Principi della Spartacist League (1966)
- Genesi del Pablismo
- Conferenza internazionale provvisoria (1974)
- Le origini del Nucleo Spartacista d'Italia (1975)

Scrivere a:  
 Spartacist Publishing Co.  
 Box 1377 GPO  
 New York, NY 10001, USA

Spartacist—IVa Internazionale  
 Via Garibaldi 20  
 32100 BELLUNO, Italia

SWP, que penser du témoignage de Emilio Guerreiro, dirigeant du PPD bourgeois, qui a fait remarquer que les mots d'ordre criés dans les manifestations du PS montraient que «tous ces militants n'étaient pas de gauche» et que «le PS a pris des positions qui, à mon avis, mettent les libertés en danger au Portugal» (*Le Monde*, 17 et 24 juillet).

Quant au jeu joué par les dirigeants du PS, l'ex-président Spínola «ne nie pas» qu'il a rencontré des représentants du PS portugais à Paris vers la mi-juillet (*Le Monde*, 31 juillet). On ne peut être plus clair sur la tentative des dirigeants sociaux-démocrates à former un bloc de toutes les forces anti-communistes. Si un coup d'état réactionnaire réussissait dans les semaines qui viennent, son succès serait largement dû aux efforts de Soares pour mobiliser la réaction anti-communiste, et le SWP aurait sa part de responsabilité dans cet événement tragique.

### Trahison et blocs pourris

La LCR a cherché à justifier la censure des stalinien dans l'affaire *República*; le SWP s'est opposé à la suppression des opinions du PS, et *La Gauche* (journal de la section belge du SU qui exprime les positions de Mandel, le leader de la Majorité) condamnait aussi l'interdiction de *República* (selon *Informations Ouvrières* du 18-25 juin). Même au sein de la Minorité du SU, il y a des divergences sur le Portugal! Elles sont la preuve encore plus éclatante que le SU, *tout comme d'ailleurs les deux fractions, dont il se compose*, est un bloc pourri et sans principe. Après avoir qualifié le MFA de formation bonapartiste bourgeois (ce qui est la position du SWP), les sympathisants portugais de cette même Minorité, le Parti Révolutionnaire des Travailleurs (PRT), ont récemment publié une «rectification nécessaire» changeant complètement leur position. «On aurait tort, dit le PRT, de standardiser tout comme prolétarien ou bourgeois»; l'on doit voir le MFA comme un «phénomène nouveau [...] un résultat momentané [...] de la révolution portugaise.» La raison donnée pour ce changement d'évaluation est que le MFA «mouvement petit-bourgeois» a «introduit une autre organisation, un autre pouvoir dans les forces armées bourgeoises: un double pouvoir». Et l'article de continuer en faisant référence à une «tendance semi-soviétique» dans le MFA, et qualifiant le COPCON de «l'expression la plus radicalisée de la démocratie du rang qui se développe dans les casernes» (*Combat Socialista*, 10 juillet). Le PST argentin aurait, semble-t-il, les mêmes positions que le PRT.

Vu les positions de la Majorité et de la Minorité leurs militants et organisations au Portugal risquent de se trouver des côtés opposés des mêmes barricades dans le cas d'une guerre civile. Les militants européens membres de la FLT sur des bases «critiques» doivent choisir: Oui ou non, le Portugal est-il dans une situation pré-révolutionnaire? Suffit-il de revendiquer la «démocratie» (pas même la démocratie ouvrière) comme le fait le SWP? Ne faut-il pas avancer tout le système de revendications transitoires, en commençant avec la revendication des soviets démocratiquement élus et révocables comme la base du

pouvoir ouvrier? Oui ou non le gouvernement est-il un gouvernement de front populaire? Quel est le rôle du Parti Socialiste dans ce gouvernement et dans la chasse aux sorcières anti-communiste des derniers mois? Ce ne sont pas des questions «tactiques», mais des questions qui vont au coeur de la théorie bolchévique de l'état et de la révolution, et de la pratique qui en découle. Selon la réponse à ces questions il faut rompre avec la FLT ou se reconnaître dans le plat réformisme du SWP, qui revendique des «droits démocratiques» pour les fascistes organisés aux Etats-Unis.

La question du Portugal a mis en lumière l'inconsistance du bloc pourri qu'est le SU. D'un côté, la Majorité centriste petite-bourgeoise continue ses vacillations, entre le suivisme du PCP, des commissions ouvrières dirigées par les maoïstes et des officiers «révolutionnaires» du MFA bourgeois—tout cela à la fois! De l'autre côté, il se pourrait que les éléments minoritaires de ce marais pseudo-trotskyiste se groupent autour de l'écoeuvante impulsion réformiste qui consiste à excuser la mobilisation contre-révolutionnaire. Il n'est pas certain que cette divergence les forcera à scissionner car chacune des deux ailes du SU a prouvé à de nombreuses reprises qu'elle pouvait subordonner sa politique à des manoeuvres organisationnelles mesquines. Pour l'instant la plus grande pression pour une scission semble venir du SWP qui pourrait bien se servir du Portugal comme prétexte pour s'engager dans un autre bloc aussi lamentable avec le PST et les centristes droitiers de l'OCI.

### L'OCI à la traîne de la contre-révolution

Ce n'est pas un hasard si dans l'un des derniers numéros d'*Intercontinental Press*, publication du SWP, datée du 4 août, on appuyait la position de l'OCI contre celle de la LCR. La ligne de l'OCI sur le Portugal, comme celle du SWP, n'est que du suivisme abject des sociaux-démocrates portugais. Ainsi l'OCI, elle aussi, essaye-t-elle d'excuser l'anti-communisme des mobilisations réactionnaires derrière Soares: «Mais qu'est-ce qui peut faciliter ce travail contre-révolutionnaire de la hiérarchie (catholique) sinon la politique du PCP de soutien à la caste des généraux et officiers supérieurs» (*Informations Ouvrières*, 3-10 septembre). Et l'OCI de continuer à tenter de couvrir le rôle contre-révolutionnaire des sociaux-démocrates portugais dans ces mobilisations: «Les faits comme nous l'avons déjà dit ne rendent pas pour autant légitime la violence contre les permanences et les militants du PCP, que Mario Soares a d'ailleurs condamnée».

L'OCI va même jusqu'à déclarer crûment:

«Constater que la radicalisation des masses utilise le canal du parti socialiste ne signifie pas adopter le programme ou la politique de la direction du PS portugais. Mais aveugle serait celui qui refuserait de voir que sur les problèmes brûlants de la révolution, aujourd'hui le PS portugais a engagé un combat qui rejoint les intérêts fondamentaux du prolétariat (démocratie ouvrière dans les syndicats, élections municipales, respect de la Constituante, liberté de la presse, etc. [...])

—*Informations Ouvrières*, 10-18 septembre  
(Souligné par nous.)



Comme la tendance spartaciste internationale l'a plusieurs fois fait remarquer, ce n'est pas pour la démocratie ouvrière, ni même pour la démocratie bourgeoise que luttent les sociaux-démocrates, mais pour le maintien de la dictature capitaliste! Le PS portugais a participé à des gouvernements qui ont promu des lois antidémocratiques de censure sur la presse et contre le droit de grève, des gouvernements qui ont approuvé une loi renforçant, à la fois le contrôle de l'état bourgeois sur le mouvement syndical, et le contrôle bureaucratique de l'Intersyndical sur le mouvement ouvrier; ils s'est déclaré en faveur d'un document du MFA garantissant le maintien du capitalisme. Soares connaît parfaitement ses alliés, et a fait des appels répétés aux gouvernements de l'OTAN pour qu'ils fassent pression sur les officiers de «gauche» au Portugal.

Ce n'est peut-être pas par hasard que la campagne de violences anti-communistes, le PS en tête, a pris de l'envergure précisément au moment où des sommes massives—«plusieurs millions de dollars par mois»—auraient été versées au PS (et sans doute à des groupes d'extrême-droite) par la CIA, selon un reportage détaillé du *New York Times* (25 septembre).

Un des cris de ralliement des réactionnaires a été la «défense de *República*», le journal dont l'éditeur socialiste a été expulsé par une commission ouvrière dirigée par les stalinien—avec l'approbation ultérieure du MFA. Nous avons mis en garde qu'une telle censure et violation de la liberté de la presse est un coup porté au mouvement ouvrier

et auquel il faut s'opposer, tout en dénonçant la campagne du PS pour la «démocratie» comme un acte dont le but est d'attaquer le MFA et les stalinien... à partir de la droite.

La ligne de l'OCI sur le Portugal, dans ces derniers mois, peut se résumer par le mot d'ordre: «jusqu'au bout avec Mario Soares!» Là aussi il faut faire une distorsion consciente de la réalité pour pouvoir conserver des apparences marxistes. L'OCI, après les élections à la Constituante le 25 avril, résumait les résultats dans le titre suivant: «Majorité absolue pour les PC-PS. Un vote pour l'indépendance de classe. Le Portugal a voté pour un gouvernement PC-PS» (*Informations Ouvrières*, 30 avril-7 mai). C'est exactement le contraire qui est vrai! L'OCI sait parfaitement que le PC, comme le PS, faisait partie d'un gouvernement de front populaire, qu'ils avaient tous deux signé le pacte entre le MFA et les partis confiant le pouvoir gouvernemental au MFA bourgeois. De plus le PS avait fait sa campagne en tandem avec le PPD capitaliste et contre le PC!

Quand l'OCI a commencé à avancer le mot d'ordre de «gouvernement PC-PS présidé par Soares» (*Informations Ouvrières*, 18-25 juin et 18-25 septembre), ou de «gouvernement Soares» (*Informations Ouvrières*, 23 juillet-6 août), elle a exprimé cette fausse interprétation en une ligne politique opportuniste. Si on a jamais vu un exemple de crétinisme parlementaire, en voilà un! Appeler à un gouvernement Soares quand le PS est à la tête d'une mobilisation anti-communiste, c'est appeler à un

# ABONNEZ-VOUS

# SPARTACIST

édition française

## 10 F les 4 numéros

écrire à

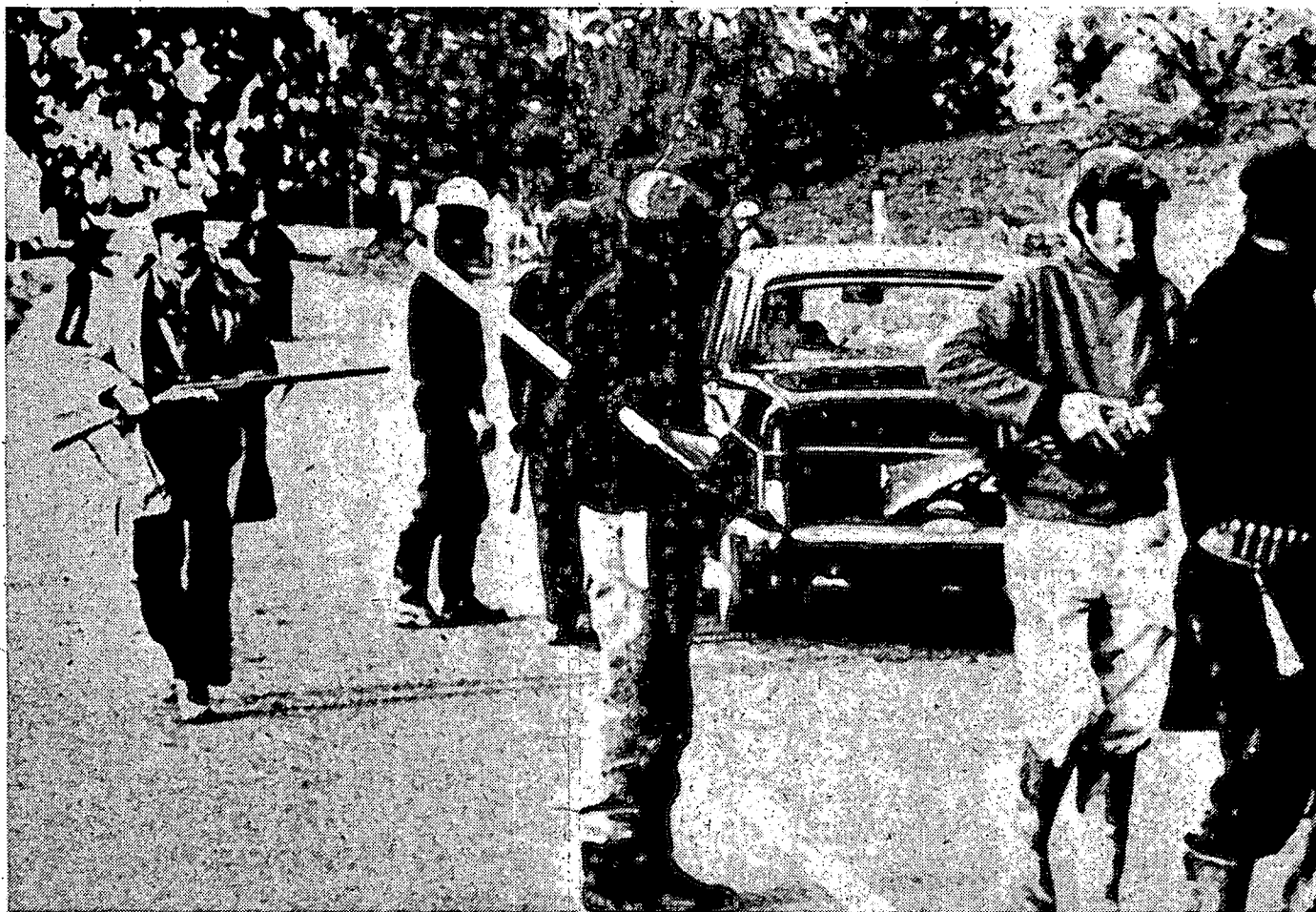
Bruno Porquier  
B.P. 57  
95120 Ermont  
FRANCE

ou

Spartacist Publishing Co.  
Box 1377, G.P.O.  
New York, New York 10001  
USA

## spécial SU





Informations Ouvrières

**Les ouvriers d'un «comité de vigilance populaire» défendent les approches de Lisbonne en fouillant les voitures pendant le putsch spinoliste manqué du 11 mars 1975.**

gouvernement Scheidemann-Noske en Allemagne au début de 1919!! Ceux qui formulent cet appel feraient bien de réfléchir au destin de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht, assassinés par des agents de ce gouvernement social-démocrate dans sa tentative d'étrangler la révolution. Avec sa ligne politique actuelle, l'OCI (et probablement aussi le SWP) acclamerait l'installation de Mario Soares au palais de Belem, comme un Scheidemann portugais!

Les trotskystes authentiques sont loin d'être indifférents au fait que les masses font encore confiance à leurs dirigeants traîtres du PC et du PS. La tendance spartaciste internationale a appelé à plusieurs reprises les partis ouvriers réformistes pour qu'ils prennent le pouvoir en leur propre nom et qu'ils luttent pour les intérêts de la classe ouvrière. Le refus des réformistes à rompre avec leurs alliés bourgeois et leur incapacité à défendre les intérêts des ouvriers sont une arme puissante pour convaincre la base des partis sociaux-démocrates et staliens de la nécessité de se débarrasser des lieutenants ouvriers du Capital et de former un parti d'avant-garde authentiquement léniniste!

Cependant le mot d'ordre de gouvernement PC-PS ne peut se mettre à toutes les sauces. Avant les élections du 25 avril il n'y avait pas au Portugal d'organe représentatif national et démocratique, même en apparence, qui puisse servir de cadre à un gouvernement PC-PS. Seul un coup

d'état ou une insurrection auraient pu le rendre possible. Mais comme les marxistes n'appellent jamais à un régime bonapartiste (ce qui aurait résulté d'un putsch), et qu'une insurrection suppose que les masses aient déjà rompu avec les réformistes, il aurait été absurde d'appeler à un gouvernement PC-PS. Il est évident que nous avons néanmoins appelé les partis réformistes à rompre avec leurs alliés bourgeois, y compris le MFA. Après la formation de la Constituante, la TSI appela pendant un certain temps à un gouvernement PC-PS, tout en continuant à réclamer la formation de conseils ouvriers démocratiquement élus (voir *Workers Vanguard*, journal de la section U.S. de la TSI, No. 71, 20 juin 1975).

Mais à partir du moment où le PS se mettait à la tête d'une importante mobilisation réactionnaire, appeler Soares au pouvoir revenait à demander qu'on écrase les organisations ouvrières, en particulier les groupes d'extrême-gauche et les organes de pouvoir ouvrier naissant, comme la commission ouvrière de la Lisnave par exemple. Quand les réformistes se placent eux-mêmes dans le camp opposé aux ouvriers révolutionnaires, lorsqu'ils déclenchent une campagne de terreur réactionnaire contre eux, il faut avoir des instincts suicidaires pour appeler ces traîtres à la tête du gouvernement. Certains pseudo-trotskyistes feraient bien de se rappeler que quand Kerensky

suite page 22

## La question femmes...

suite de la page 24

abandonnée aux mouvements féministes bourgeois grandissants.

Le mouvement des femmes Social-Démocrates (plus tard Communistes) était séparé et distinct à la fois du mouvement syndical purement économique, comme des féministes bourgeoises. Ceci apparaît clairement dans un récit par Lénine au Congrès de l'Internationale Socialiste (*Oeuvres*, V. 13) qui se tint à Stuttgart en septembre 1907:

«Sur la question du droit de vote des femmes, la résolution a été également adoptée à l'unanimité. Seule une anglaise de la Société fabienne semi-bourgeoise a voulu faire admettre la possibilité d'une lutte en faveur d'un droit de vote amputé au profit des femmes appartenant aux couches aisées. C'est de façon catégorique que le congrès a rejeté cette idée, recommandant aux travailleuses de ne pas mener le combat pour le droit de vote de concert avec les femmes de la bourgeoisie qui réclament l'égalité des droits de la femme, mais avec les partis de classe du prolétariat. Le congrès a souligné la nécessité au cours de la campagne pour le vote des femmes, de défendre intégralement les principes du socialisme et l'égalité des droits entre hommes et femmes, et de ne pas se laisser détourner de ces principes par des raisons d'opportunité.»

La première réunion officielle de femmes socialistes, tenue à Londres en 1896, comprit la nécessité d'une ligne de classe claire et directe qui séparerait le mouvement des femmes socialistes des féministes bourgeois. Sur l'insistance de Clara Zétkine, le Congrès de Gotha du Parti Social-Démocrate allemand qui se tint un peu avant le congrès de Londres avait déjà jeté les bases d'un travail d'agitation parmi les femmes prolétariennes afin de les attirer dans le mouvement ouvrier en soi.

Le débat au sein du parti allemand se trouvait alors centré autour de la nécessité d'avoir des formes d'organisation spéciales vouées au travail dans ce secteur du prolétariat. Le problème était de savoir si ce travail devait être fait dans le cadre de l'organisation du parti ou non. La décision finale fut qu'on établirait une *section femmes à l'intérieur du parti*. Cette décision était basée sur deux considérations: 1) la lutte pour l'émancipation des ouvrières est liée de façon inséparable à la lutte de toute la classe ouvrière contre le capitalisme. 2) aussi longtemps que les ouvrières sont empêchées d'être complètement impliquées dans le mouvement ouvrier un mécanisme organisationnel spécial est nécessaire, dont le but est de travailler parmi les femmes. On se mit d'accord sur le fait que les facteurs empêchant la pleine participation des femmes au mouvement prolétarien découlent de leur rôle dans la famille, rôle qui est le résultat de leur relégation parmi les couches de la classe les moins organisées, les plus opprimées, de leur manque d'éducation et de développement intellectuel, et de leur tyrannisation à l'aide d'attitudes sociales et de lois arriérées.

La section femmes jouissait d'une autonomie très large sur le plan organisationnel (en partie, seulement, parcequ'avant 1908 en Allemagne les femmes n'avaient pas le droit d'entrer dans des organisations politiques). En même temps, la section était politiquement responsable auprès des instances dirigeantes du parti. Cette forme organisationnelle respectait le principe de l'unité prolétarienne révolutionnaire sous une seule bannière, tout

en permettant l'application d'une variété de méthodes de propagande et d'agitation parmi les femmes. Bien que d'autres formes d'organisation aient été utilisées ailleurs, la formule allemande était la plus répandue et connut le plus grand succès: elle semblait permettre à la fois la plus grande clarté théorique et l'unité dans l'action du mouvement.

## Le travail bolchévique parmi les femmes

Le Parti Ouvrier Social Démocrate Russe (Bolchévique) fit beaucoup de propagande parmi les ouvrières, et ceci bien avant la Révolution d'Octobre. Les pages du journal de sa section femmes, *Rabotnitsa* (L'Ouvrière), qui parut pour la première fois en 1914, à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme, sous la direction du Comité Central du Parti Bolchévique, contenait des articles polémiques visant les mouvements féministes bourgeois russe et européen et la politique menchévique d'exclusion des hommes dans le mouvement de femmes. Des articles sur la famille, sur les causes de l'oppression de la femme, sur les moyens, pour elle, de s'émanciper, sur les affaires domestiques et internationales de l'époque et sur la participation des femmes dans le mouvement ouvrier parurent dans les sept numéros de *Rabotnitsa* qui furent publiés entre février 1914 et le déclenchement de la première guerre mondiale en juillet.

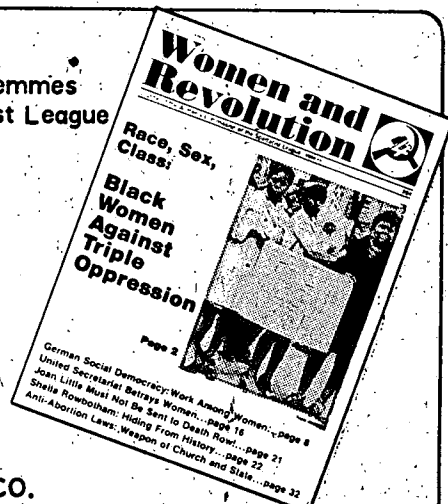
Durant le printemps 1914 des femmes des principaux centres industriels de Russie élirent des déléguées, surtout des partisans du Parti Bolchévique, pour la Troisième Conférence Internationale des Femmes Socialistes qui devait avoir lieu à Vienne vers la fin de cette même année. A cause de la guerre, la conférence n'eut pas lieu; mais à l'instigation du Comité Central du Parti Bolchévique un congrès de femmes socialistes de gauche se tint à Berne, en Suisse, du 26 au 28 mars 1915. Parmi les trente déléguées, quatre des six russes étaient des bolchéviques qui avaient apporté avec elles le projet d'une résolution écrite par Lénine. Cette résolution revendiquait: Rompez avec les traîtres sociaux-démocrates—transformez la guerre impérialiste en une guerre civile! Elle appelait à l'agitation

journal de la  
commission-femmes  
de la Spartacist League

4 numéros  
U.S. \$1.00

pour toute  
commande:

SPARTACIST  
PUBLISHING CO.  
Box 1377, GPO  
NY, NY 10001 USA



**Abonnez-Vous**

parmi les masses pour la révolution socialiste. Cette résolution fut battue par les centristes et les pacifistes, de même qu'une résolution semblable fut plus tard battue à la Conférence de Zimmerwald. Mais le congrès était en soi un pas en avant important vers la recristallisation d'une tendance révolutionnaire en opposition aux renégats sociaux-patriotiques de la Deuxième Internationale. Il fit ainsi partie du processus de polarisation qui déboucha sur la fondation d'une nouvelle Internationale—la Troisième Internationale.

Au début de l'automne 1917 le Bureau bolchévique chargé du travail parmi les femmes tint à Pétrograd sa première Conférence d'Ouvrières. Dans le cadre du travail de la conférence les déléguées sans parti, comme celles du Parti Bolchévique, firent connaissance avec les buts des Bolchéviques et se préparèrent au soulèvement attendu. La conférence fut interrompue par la prise du pouvoir par les Bolchéviques, à laquelle les déléguées participèrent activement, se retrouvant plus tard pour reprendre leurs délibérations.

### Un mouvement de femmes communiste international

Dans la Deuxième Internationale aucun organe spécial, ayant la responsabilité du travail parmi les femmes, ne fut jamais formé. Ce sont les quatre premiers Congrès de la Troisième Internationale qui durent étendre et codifier le travail commencé plus tôt par les partis russe et allemand. Dans le mouvement communiste le débat continua de faire rage sur les formes d'organisation à utiliser dans les états capitalistes et soviétiques. Clara Zétkine, dans ses mémoires de 1920 cite Lénine à ce sujet :

«La première dictature prolétarienne pave vraiment le chemin à l'égalité sociale complète pour les femmes: Elle abolit plus de préjugés que ne le feraient des volumes entiers de littérature féministe. Cependant, en dépit de tout cela, nous n'avons pas encore de mouvement de femmes communiste international et nous devons en avoir un sans faute. Nous devons nous préparer immédiatement à le lancer. Sans un tel mouvement le travail de notre Internationalité et de ses partis est incomplet et ne sera jamais complet. Et cependant notre travail révolutionnaire doit être réalisé dans sa totalité [...]»

«Le parti doit avoir des organes—groupes de travail, commissions, comités, sections ou quoiqu'on les nomme—dont l'usage spécifique serait de soulever les masses de femmes, les mettant en contact avec le parti et les gardant sous son influence. Ceci, naturellement exige de nous que nous fassions du travail systématique parmi les femmes. Nous devons enseigner aux femmes les plus avancées, les gagner à la lutte de classe prolétarienne sous la direction du Parti Communiste et les armer pour cela [...] Le manque d'intérêt porté à la politique et la psychologie anti-sociale et arriérée de ces masses de femmes; le caractère étroit de leurs activités et le style tout entier de leur vie sont des faits indéniables. Il serait bête de les ignorer, vraiment bête.»

La discussion sur la question mena à la première Conférence des Femmes Communistes, tenue en 1920 sur l'initiative du Premier Congrès de l'Internationale Communiste, qui établit un Secrétariat International pour le travail parmi les femmes avec représentation permanente au Comité Exécutif de l'Internationale. Le Congrès, tout en rejetant des organisations communistes spéciales de femmes en dehors du parti, rendit obligatoire

CLARA ZETKINE:

### CONTRE L'EXCLUSION DES HOMMES DU MOUVEMENT DE FEMMES

«Les buts, les tâches de ce qu'on appelle le mouvement communiste de femmes sont donnés dans les buts et les tâches, dans les principes et les tactiques de la Troisième Internationale, à laquelle nous sommes fières d'adhérer [...]»

Camarades, un principe suprême guida la conférence [la Conférence de Femmes Communistes] dans sa discussion de ces questions et dans la formulation de ses décisions. Il n'y a pas d'organisation communiste de femmes séparée. Il n'y a qu'un seul mouvement, il n'y a qu'une organisation de communistes femmes au sein du parti communiste, ensemble avec les communistes hommes. Les buts des communistes hommes sont nos tâches, nos buts [...] Le mouvement communiste de femmes ne signifie rien d'autre que la répartition planifiée, l'organisation de forces planifiée des femmes aussi bien que des hommes pour gagner les masses de femmes les plus larges à la lutte de classes révolutionnaire du prolétariat, à la lutte pour renverser le capitalisme, pour la construction communiste [...]»

[A cause des conditions sociales qui retiennent la femme dans une condition arriérée] il faut donc, en dépit d'une organisation commune, des organes spéciaux, des mesures spéciales pour s'approcher des femmes, pour les recruter et les éduquer comme communistes [...] Nous appelons ces organes des *Comités Femmes* parce qu'ils doivent mener le travail parmi les femmes, mais non pas parce que nous insistons qu'ils soient composés uniquement de femmes. Au contraire. Nous sommes contents quand des hommes avec leur expérience politique plus grande et leur capacité appartiennent aussi aux comités femmes.»

*Protokoll des III. Weltkongresses der Kommunistischen Internationale, Moscou, 1921*

l'établissement de commissions organisationnelles et administratives dans tous les comités du parti. «des plus grands aux plus petits», légaux ou illégaux. Les «Thèses pour la propagande parmi les femmes» du Troisième Congrès de la Troisième Internationale en juillet 1921, déclarent :

«La lutte de la femme contre sa double oppression: le capitalisme et la dépendance familiale et ménagère doit prendre, dans la phase prochaine de son développement, un caractère international se transformant en lutte du prolétariat des deux sexes pour la dictature et le régime soviétiste sous le drapeau de la IIIème Internationale. [...]»

«[...] Le Troisième Congrès de l'Internationale Communiste reconnaît la nécessité pour le Parti Communiste d'employer des méthodes particulières de travail parmi les femmes et estime utile de former dans tous les Partis Communistes des organes spéciaux chargés de ce travail.»

«En cela le Congrès est guidé par les considérations suivantes :

- l'asservissement familial de la femme non seulement dans les pays bourgeois capitalistes, mais même dans les pays où existe déjà le régime soviétiste, dans la phase de transition du capitalisme au communisme.
- la grande passivité et l'état politique arriéré des masses

féminines, défauts expliqués par l'éloignement séculaire de la femme de la vie sociale et par son esclavage dans la famille.

c) les fonctions spéciales imposées à la femme par la nature elle-même, c'est-à-dire la maternité et les particularités qui en découlent pour la femme, avec le besoin d'une plus grande protection de ses forces et de sa santé dans l'intérêt de toute la société.»

Les tâches de tels organes pour le travail systématique parmi les femmes étaient d'amener les femmes communistes à s'intégrer plus fortement dans le parti, à attirer de nouvelles couches de femmes dans le parti, à lutter contre les préjugés arriérés qui sévissaient chez les hommes comme chez les femmes afin de développer chez eux la conscience de leurs intérêts communs dans la révolution prolétarienne et d'engager une bataille sans trêve contre les usages, les lois, et l'idéologie bourgeois traditionnels. Le travail parmi les femmes était considéré comme étant la tâche du parti tout entier.

«Le Comité Femmes doit voir à ce que l'agitation parmi les masses des prolétariennes fasse partie intégrante du travail général du Parti et que celle-ci ne reste pas la tâche spécifique d'une petite poignée de femmes communistes. Le Comité doit faire tous les efforts nécessaires pour que le travail agitational parmi les femmes devienne un secteur de travail pour tout le mouvement, qu'il soit assuré par tous les moyens organisationnels et politiques à la disposition du Parti, et qu'il soit soutenu par l'autorité toute entière du Parti et de ses différentes instances.»

Des organes spéciaux de propagande visant les femmes furent créés. On insista particulièrement sur l'importance à lier le travail des sections femmes avec les fractions communistes dans les syndicats. L'importance accordée à cette question découlait du fait que l'intégration complète des femmes dans les rangs des salariés, et tout spécialement dans les secteurs-clé du prolétariat industriel, était une étape cruciale dans leur développement politique et était nécessaire à la construction de l'unité de la classe ouvrière.

Les femmes communistes devaient apporter aux autres femmes le programme complet et la bannière du parti comme éléments du travail de préparation à la prise du pouvoir par le prolétariat:

«Les commissions féminines doivent mettre en avant les tâches de combat du prolétariat, mener la lutte pour les revendications du Parti Communiste, faire participer la femme à toutes les manifestations révolutionnaires des communistes contre la bourgeoisie et les socialistes coalitionnistes [...]

«Mais tout en participant aux institutions législatives municipales et aux autres organes de l'Etat bourgeois, les femmes communistes doivent suivre strictement les principes et la tactique du Parti. Elles doivent se préoccuper non pas d'obtenir des réformes sous le régime capitaliste, mais de tâcher de transformer toutes revendications des femmes laborieuses en mots d'ordre de nature à éveiller l'activité des masses et à diriger ces revendications sur la route de la lutte révolutionnaire et de la dictature du prolétariat.»

## La dictature du prolétariat

Après la prise du pouvoir en 1917, le Parti Bolchévique commença avec une grande détermination à renverser toutes les lois et les institutions oppressives qui empêchaient les femmes de participer dans la société en

tant que membres à part entière. Les Bolchéviques entreprirent des campagnes agitationnelles pour déraciner et détruire les préjugés arriérés et les habitudes sociales qui étaient l'héritage du capitalisme. Des commissions spéciales, sous la direction du parti, engagèrent les ouvrières et les paysannes de par toute l'Union Soviétique à appliquer les tâches pratiques qui consistaient à remplir les besoins des femmes travailleuses, de même que les tâches générales administratives et politiques. Durant cette période le Comité Central du Parti Bolchévique publia deux journaux destinés aux ouvrières et aux paysannes, et plus de soixante périodiques et journaux pour la province.

Des progrès immenses virent le jour dans la situation des femmes soviétiques. Les propositions fondamentales, à l'origine par Engels dans *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* guidèrent cette entreprise:

«[...] Il apparaît que l'émancipation de la femme, son égalité de condition avec l'homme est et demeure impossible tant que la femme restera exclue du travail social productif et qu'elle devra se borner au travail privé domestique. Pour que l'émancipation de la femme devienne réalisable, il faut d'abord que la femme puisse participer à la production sur une large échelle sociale et que le travail domestique ne l'occupe plus que dans une mesure insignifiante.»

Des cantines, des laveries et des crèches sociales, une législation progressiste concernant le mariage, le divorce, l'avortement et les enfants illégitimes portèrent des coups réels à la famille en tant que principale institution sociale de l'oppression de la femme. La section femmes traitait des problèmes particuliers de l'éducation des femmes, les intégrant dans le domaine industriel plus que jamais auparavant.

Le Thermidor stalinien renversa brutalement bien de ces gains et redonna vie à toute la mythologie arriérée sur la famille et le rôle de la femme. Mais les acquis apportés par les Bolchéviques restent un témoignage historique des possibilités énormes pour la liberté humaine et le développement que peut apporter le prolétariat au pouvoir.

VIENT DE PARAITRE:

## SPARTACIST CANADA!

(en anglais)

**Spécial numéro 1,  
numéro double! 20¢**

*Journal de la Trotskyist League of Canada,  
section canadienne de la  
tendance spartaciste internationale.*

**Payer à l'ordre de:  
Spartacist/Canada Publishing Association  
Box 6867, Station A  
Toronto, Ontario, Canada**

## Portugal...

suite de la page 18

lança sa féroce chasse aux sorcières contre les Bolchéviks après les Journées de Juillet 1917, Lénine abandonna le mot d'ordre de «gouvernement menchévique-socialiste révolutionnaire» responsable devant les soviets.

Bien que leur position actuelle sur le Portugal soit semblable, le SWP et l'OCI ne sont pas identiques politiquement. Le réformisme du SWP, qui s'est développé dans un pays sans parti social-démocrate ou stalinien fort, a pris l'image du suivisme derrière la bourgeoisie libérale, politique «théoriquement» justifiée par la réduction des positions de classe à des revendications purement démocratiques. Les centristes droitiers de l'OCI, eux, ont une tradition de capitulation devant les appareils réformistes du mouvement ouvrier français, en particulier devant les sociaux-démocrates; capitulation qu'ils justifient par la référence au concept anti-léniniste de «stratégie» de front unique.

Les conséquences pratiques de cette politique de suivisme derrière les sociaux-démocrates se sont développées dans le creuset de la situation pré-révolutionnaire au Portugal. Nous mettons en garde les militants du SWP et de l'OCI des graves dangers de cette ligne. Avec la coalition «gauche-fasciste» qui se profile derrière Mario Soares, c'est l'existence même des organisations ouvrières (y compris le PS et les militants du SU) qui est en jeu! Nous vous conjurons d'obliger vos dirigeants à abandonner leur ligne traître d'apologistes de gauche de la contre-révolution, avant qu'il ne soit trop tard!

Les masses ouvrières portugaises sont aujourd'hui confrontées au grave danger d'une répression sanglante et sont par avance politiquement désarmées. Moins que jamais, les masses portugaises n'ont besoin de ces misérables suivistes; il leur faut une authentique avant-garde trotskyste, capable de nager contre le courant, ne disant que la vérité, même si elle est amère. C'est l'absence de direction révolutionnaire qui fait aujourd'hui barrière entre les ouvriers portugais et la perspective de la révolution prolétarienne. Malgré la présence de deux (pas plus?) groupes sympathisants au Portugal, le SU s'est montré incapable de promouvoir une direction révolutionnaire. L'OCI, quant à elle, a misérablement suivi les sociaux-démocrates contre-révolutionnaires, même quand ils se sont mis à la tête des mobilisations réactionnaires.

**POUR UN PARTI TROTSKYSTE AU PORTUGAL!  
POUR LA DEFENSE DES ACQUIS DE LA CLASSE  
OUVRIERE!**

**ROMPEZ AVEC LA HIERARCHIE  
MILITAIRE; LES OFFICIERS  
«REVOLUTIONNAIRES» SOUS LE CONTROLE DES  
COMITES DE SOLDATS; SCISSIONNEZ  
L'ARMEE—ARMEZ LES OUVRIERS!**

**ECHELLE MOBILE DES SALAIRES ET DES  
HEURES DE TRAVAIL!**

**POUR L'UNIFICATION NATIONALE DES  
CONSEILS OUVRIERS; POUR UN SOVIET  
NATIONAL!**

**VERS LA RENAISSANCE DE LA QUATRIEME  
INTERNATIONALE!**

## ABONNEZ-VOUS



Revue du marxisme  
révolutionnaire, publiée  
sous la direction du Secrétariat  
Intérimaire de la tendance  
spartaciste internationale, selon  
les termes de la Déclaration  
pour organiser une tendance  
trotskyste internationale.

Paraît en anglais, français  
et allemand.

10 F les 4 numéros

Spartacist Publishing Co.  
Box 1377, GPO/NY, NY 10001.

# SPARTACIST EDITION FRANCAISE (depuis mai 1972)

## Contenu des numéros précédents

Entre crochets l'on trouvera la date de publication première des articles parus dans *Spartacist Edition Française* depuis 1972.

### • Documents historiques No.

- Léon Trotsky, «Qu'est-ce qu'un Journal de Masse?» 5
- Favre-Bleibtreu, «Lettre ouverte à E. Germain: A propos de l'art de couvrir sa retraite» [1951] 6

### • Documents de la Spartacist League/tendance spartaciste internationale

- Pour une tendance internationale réglée par le centralisme démocratique [1969] 1
- Le pablisme et le pablisme inversé [1971] 1
- Les rapports entre jeunesse et parti [1971] 1
- La conférence de Londres du Comité International [1966]:
  - Sur l'exclusion de la délégation spartaciste 3
  - Rapport de la délégation spartaciste 3
- Genèse du pablisme [1971] 4
- Notes sur le travail syndical [novembre 1972] 4
- Lettre au Comité d'Organisation Pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale et à l'OCI [le 5 janvier 1973] 4
- Déclaration des principes de la Spartacist League [1966] 7
- Conférence internationale intérimaire [mars 1974] 7
- Déclaration pour organiser une tendance trotskyste internationale [juillet 1974] 7
- Vers la renaissance de la IVème Internationale [1963] 8

### • Etats-Unis

- Déclaration de la Fraction Léniniste du SWP [mai 1972] 2
- Lettre de démission du SWP et de la YSA [août 1972] 2
- Du SWP au trotskysme [octobre 1972] 2
- Déchéance et chute des Black Panthers [janvier 1972] 2
- Pour un parti ouvrier! [novembre 1972] 3
- Les élections présidentielles aux USA: Victoire pour Nixon [décembre 1972] 3
- Notes sur le travail syndical [novembre 1972] 4
- Opposition lutte de classes dans le National Maritime Union (Syndicat National des Marins) [avril 1973] 4
- Purge massive au SWP [juillet 1974] 7
- L'Internationalist Tendency; Entre le purgatoire et les limbes [août 1974] 7
- Pas de troupes à Boston! Pour des détachements d'autodéfense noirs/ syndicats! [février 1974] 8

### • France

- A la recherche de l'unité, l'OCI affaiblit le programme [septembre 1972] 2
- Front populaire et soutien critique [mars 1973] 3
- Les élections législatives: sursis pour le gaullisme [avril 1973] 3
- L'OCI et les présidentielles [mai 1974] 5
- Les pablistes renient les martyrs trotskystes [décembre 1972] 6
- Le 21 juin 1973: Aventurisme substitutionniste [juillet 1973] 6
- Le 6 décembre 1973: Grève générale bidon [janvier 1974] 6
- Histoire critique de la Ligue Communiste; Les Visages du pablisme [juin 1974] 6
- Congrès de la LCR: plus ça change... [février 1975] 8
- Démission de la LCR [février 1975] 8
- Purge à la LCR pour délit d'opinion [mai 1975] 9
- En défense de Lafitte! En défense de la FB-L! [mai 1975] 9
- Lettre aux BP et CC de la LCR [mai 1975] 9
- Déclaration de la Fraction Bolchévique-Léniniste pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale [mai 1975] 9

### • D'autres organisations formellement trotskystes

- Débâcle centrisme en Bolivie [décembre 1971] 1
- Le bloc pourri du Comité International éclate [décembre 1971] 1
- Vers la scission dans le Secrétariat Unifié [septembre 1973] 4
- Déclaration de la Revolutionary Internationalist Tendency du SWP [juillet 1973] 6
- Conflit dans le SU: Centrisme guérilliste ou réformisme «orthodoxe»? par M. Milin [juillet 1973] 6
- Appel au 10ème Congrès Mondial du SU [février 1974] 6
- Unité factice au 10ème Congrès du SU [avril 1974] 6
- Le PST la main dans le sac [juillet 1974] 7
- Purge massive au SWP [juillet 1974] 7
- L'Internationalist Tendency: Entre le purgatoire et les limbes [août 1974] 7
- SWP, OCI, LCR: Les manoeuvres se multiplient [février 1975]
  - «Lettre de l'OCI»
  - «Pas de pactes secrets! Pour la renaissance de la IVème Internationale» 8
- La LIRQI éconduite en fureur [février 1975] 8
- Une commission ouvrière doit juger l'affaire Varga! [février 1975] 8
- Correspondance: Lettre de Farooq Alim, Inde [février 1975] 8

# Le Parti Bolchévique et la question femmes

La majorité des organisations qui se réclament du socialisme aux Etats-Unis suit une politique opportuniste et suiviste par rapport au mouvement de libération de la femme. Mais d'autres pensent que la question est nécessairement petite-bourgeoise et que le mouvement existant est la seule expression possible de la lutte contre l'oppression des femmes. C'est ainsi que la Workers League (Ligue Ouvrière—filiale américaine du groupe de Healy) a exprimé son mépris pour le mouvement tel qu'il existe aujourd'hui et s'est abstenue à grand bruit d'y participer. Il faut ajouter que ce préjugé est largement partagé en France par l'Organisation Communiste Internationaliste et par Lutte Ouvrière. L'opposition des révolutionnaires à l'orientation petite-bourgeoise féministe-réformiste du mouvement actuel ne doit pas se traduire par leur non-intervention: elle exige plutôt une intervention énergique, armée de la stratégie et du programme prolétariens corrects. Pour la Workers League, cependant, cette condamnation absolue du mouvement n'est qu'un moyen dérisoire de se parer d'une identité «prolétarienne». La Workers League nie l'oppression spéciale des femmes et soutient que leur organisation pour résister à cette oppression ne fait que diviser la classe ouvrière. Cette position cynique correspond, malheureusement, à un des clichés sur le communisme utilisé par les féministes anti-communistes qui soutiennent que les communistes ne se sentent pas concernés par l'oppression de la femme et qu'ils n'ont pas droit à leur place dans le mouvement.

En renonçant à la lutte contre l'oppression des femmes, la Workers League abandonne encore une fois une des composantes-clé du programme marxiste qui fut exposé d'abord par Marx et Engels eux-mêmes et qui fut plus tard développé par le Parti Bolchévique et la Troisième Internationale. Le mouvement de femmes d'aujourd'hui, avec le dédain qu'il affiche pour l'histoire «dominée par les hommes» et pour la théorie marxiste, ignore tout autant que la Workers League le travail socialiste parmi les femmes. Le développement historique de l'organisation communiste va de pair avec un programme de travail parmi les femmes et peut offrir une ligne à suivre pour la renaissance d'un mouvement révolutionnaire de femmes qui ferait partie de la lutte du prolétariat pour le pouvoir d'état.

## La naissance du mouvement de femmes socialistes

L'entrée des femmes dans la grande industrie fut un pas profondément progressiste qui jeta les bases prolétariennes



Le comité de rédaction de RABOTNYTSA en 1917.

pour s'organiser politiquement et syndicalement. En général les femmes étaient admises dans les syndicats, mais souvent, comme c'était le cas des tisseurs de Lancashire en 1824, elles l'étaient en tant que membres de second ordre. Dans certains cas, les ouvrières formaient leurs propres organisations de classe en réponse à leur exclusion des mouvements syndicaux établis et au fait qu'elles ne trouvaient d'embauches que dans des sections de l'industrie d'où les syndicats étaient absents. Aux USA des syndicats de femmes indépendants furent formés dès 1830, comme par exemple le Syndicat des Tailleurs Femmes et celui des cordonnières [Shoe Binders' Union]. En 1909 un syndicat de couturières [Ladies Waist Makers Union] mena des grèves dures. Mais de telles organisations furent inévitablement remplacées par des syndicats mixtes après que les ouvriers eussent reconnu que les intérêts économiques des deux sexes sont inséparables. Les syndicats ne se chargèrent cependant que du côté économique de la vie des femmes. Toute autre question fut

suite page 19